

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

De la Réforme de l'Expertise médico-légale devant les Juridictions pénales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Mars 1935, à 14 heures.

PAR

ROBERT SOUVAY

PRÉSIDENT : M. HUGUENEY, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.
M. DEMOGUE, Professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**De la Réforme
de l'Expertise médico-légale
devant les Juridictions pénales**

De la Réforme de l'Expertise médico-légale devant les Juridictions pénales

THÈSE POUR LE DOCTORAT

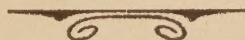
Présentée et soutenue le 9 Mars 1935, à 14 heures.

PAR

ROBERT SOUVAY

PRÉSIDENT : M. HUGUENEY, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.
M. DEMOGUE, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES

1935



INTRODUCTION et PLAN

Le juge, si cultivé soit-il, ne peut avoir sur toutes choses, universelle compétence.

Souvent, au cours des différents procès dont il est appelé à connaître, se posent pour lui des problèmes qu'il ne peut résoudre seul, car ils exigent des connaissances très spéciales.

Il est alors obligé de consulter les hommes de l'art, demandant ainsi aide et conseil à ceux qui, par leur savoir, leurs connaissances techniques, leur métier, peuvent lui fournir les éléments d'appréciation nécessaires à la recherche de la Vérité. Ces personnes chargées de donner au juge, vu leur compétence, un avis spécialement autorisé, ce sont les experts.

Les différentes branches du droit connaissent l'expertise et l'utilisent de plus en plus.

L'expertise en matière pénale a suivi la loi commune et parmi toutes les expertises pénales, l'expertise médico-légale est une de celles qui ont connu le plus grand développement.

Faisant appel aux hommes de science, pouvant les éclairer dans la recherche de la Vérité, les juges ont fait appel d'autant plus à ces hommes que cette science était plus avancée.

D'une part, en effet, plus la science étend ses domaines d'investigation, plus il est difficile au simple amateur de se faire en ces matières une conviction à lui seul. D'autre part, plus la science est avancée, plus les renseignements fournis par l'homme de science sont précis et plus ils sont utiles au juge.

Aussi, tant que la Médecine resta imparfaite, on eut très peu recours à l'expertise, mais avec les progrès de la science, l'expertise médico-légale est devenue de plus en plus fréquente. Son organisation s'est en même temps améliorée, cependant elle est loin encore d'être parfaite.

Beaucoup de points restent entièrement à organiser, d'autres demandent de sérieuses réformes.

A cette réforme de l'expertise médico-légale, à son organisation bien réglée, cet ouvrage désire fournir son modeste apport.

La question de la réforme de l'expertise médico-légale entraîne celle de la réforme du rôle du juge d'instruction. Ces deux problèmes sont, en effet, intimement liés. Plus l'expert a de pouvoir, moins en garde le juge d'instruction.

On ne peut mieux faire en cette matière que de reprendre le petit apologue de M. Hugueney sur ce sujet :

« Quand une parisienne s'installe dans une de ces vieilles maisons comme on en découvre encore quelques-unes à la campagne, où la porte d'entrée s'ouvre directement sur la cuisine, elle ne tarde guère à reléguer la cuisine quelque part au dos de la maison, et ne gardant de l'ancienne cuisine que la haute cheminée et les cuivres, souvenir du passé, la change en un salon d'attente.

« C'est à peu près la conduite qu'a tenu dans la maison de ses ancêtres le juge d'instruction parisien. Son cabinet qui était jadis la cuisine de la justice n'est plus guère qu'un bureau de réception où il accueille avec beaucoup de formes : témoins, parties civiles, inculpés et avocats. La cuisine se fait ailleurs..... dans l'officine d'un expert »

Se demander avec M. Hugueney ce que vaut la cuisine ainsi préparée loin du juge et de son cabinet par l'expert et

ses aides, c'est toute la question de l'organisation de l'expertise et, si besoin, de sa réforme.

Qu'est-ce donc que l'expertise ?

C'est et ne doit être qu'un simple avis technique donné au juge sur tel ou tel point-fixé par ce dernier.

L'expert ne doit pas se transformer en véritable magistrat, ce qui, d'ailleurs, ne se produit que trop aujourd'hui, surtout à Paris.

L'appréciation du magistrat sur l'expertise, le contrôle exercé par lui, varient nécessairement suivant les différentes sortes d'expertise, et ce contrôle sera d'autant plus grand, qu'il s'agira d'un ordre de connaissances plus généralement répandues.

En ce qui concerne l'expertise médico-légale, il est clair que le contrôle des magistrats, même préparés, ne peut être qu'assez lointain.

Cependant, il s'agit, en ce cas, pour le juge, de prendre la décision bien arrêtée de ne pas considérer les conclusions du médecin expert comme une charge à elle seule suffisante en vue d'établir l'incrimination et à *fortiori* la culpabilité de tel ou tel individu.

Les médecins experts eux-mêmes sont les premiers à en tomber d'accord.

Dans son discours de rentrée de la Faculté de Médecine de Paris, le 12 décembre 1929, M. le Doyen Balthazard disait en parlant de l'expertise chimique :

« Croire qu'une expertise chimique peut à elle seule caractériser un empoisonnement serait s'exposer à de singuliers inconvénients.

« Les résultats de cette expertise doivent être confrontés au point de vue médical avec les renseignements d'ordre clinique et anatomopathologique, au point de vue judiciaire

avec les charges matérielles et morales relevées contre l'inculpé. »

Opérer cette confrontation des résultats techniques de l'expertise avec les charges d'ordre purement judiciaire qui pèsent sur l'inculpé, c'est là le rôle du juge d'instruction.

C'est sous réserve de cette idée que nous tâcherons de déterminer les réformes à apporter à l'expertise médico-légale.

Nous diviserons cette étude en trois grands chapitres.

Dans un premier chapitre, nous ferons un court historique de l'expertise médico-légale, après quoi nous essaierons de la définir.

Dans un second chapitre, nous étudierons l'organisation actuelle de l'expertise et nous relèverons ses défauts.

Le troisième et dernier chapitre sera consacré à l'étude des règles et des réformes qui, selon nous, pourraient concourir à l'organisation rationnelle d'une bonne expertise.

Enfin, nous conclurons.

Dans cette conclusion, nous nous efforcerons, après avoir constaté définitivement la nécessité d'une réglementation nouvelle de l'expertise, de déterminer quels devraient être alors, dans ce régime nouveau, les rapports entre l'expertise et l'instruction, ce qui nous amènera à exposer très brièvement quelques réformes alors nécessaires du régime de l'instruction.

CHAPITRE PREMIER

Titre I : Historique. — Titre II : Définition.

TITRE I. — Historique.

Paragraphe 1^{er} : L'ANTIQUITÉ.

L'Ancienne Egypte a très peu connu la médecine légale. Les cadavres apparaissent alors comme chose essentiellement impure, ce qui exclut l'hypothèse de toute autopsie.

Cependant, la pratique de l'embaumement pouvait indistinctement faire constater s'il y avait eu mort violente ou non.

D'autre part, les Lois de Menès retardaient les supplices des femmes enceintes et Plutarque prétend qu'elles étaient exemptes de toutes peines afflictives.

Les matrones ou les prêtres médecins pratiquaient-ils, en ce cas, l'expertise ? Nous n'en savons rien... mais cette règle semble bien impliquer la nécessité de certains examens obstétricaux.

Les premières traces réelles de médecine légale se trouvent chez *les Hébreux*.

Leurs lois s'occupaient de l'avortement, des signes de la virginité, du viol, des crimes contre nature, de la grossesse et de l'accouchement, des blessures et du meurtre, des supplices, des maladies contagieuses.

Ce sont les prêtres qui possédaient les connaissances médicales et à l'époque rabinnique certaines académies ensei-

gnaient le droit et les sciences naturelles (anatomie, médecine, pathologie). Médecins et ministres de la loi, les prêtres juifs réunissaient en eux le double caractère de juge et d'expert. Il n'y avait donc pas d'expertise au sens du moins où nous entendons ce terme aujourd'hui.

Chez *les Grecs*, les cadavres étant sacrés, toute recherche anatomique semble avoir été impossible. Pourtant on peut relever quelques traces de médecine légale.

Ainsi, dans beaucoup de Républiques grecques, comme en Egypte, les femmes enceintes ne pouvaient être exécutées avant leur accouchement. Cela nous est confirmé par Diodore de Sicile qui nous rapporte qu'à l'armée d'Eumène, successeur d'Alexandre, deux femmes, ayant voulu se brûler après la mort de leurs maris, furent visitées par des matrones et que l'une d'elle, trouvée enceinte, fut condamnée à vivre.

Ajoutons que chez les Grecs, le médecin étant un fonctionnaire municipal, cela rend plus vraisemblable encore sa participation à la justice.

Dès les premiers temps de *la République romaine*, Plutarque nous révèle la coutume qui consistait dans l'exhibition des cadavres, en cas de mort violente ou subite, et nous possédons une Loi de Numa qui prescrivait l'hystérectomie après le décès de femmes enceintes.

Bien plus tard, nous pouvons encore relever différents cas d'interventions médicales dans le domaine de l'instruction criminelle ; cependant, il faut attendre Justinien pour voir recommander aux magistrats de s'entourer de l'avis des médecins.

Le Digeste reconnaît, en effet, en ces termes les services que la médecine peut rendre à la justice :

« Medici non sunt testes ; sed magis est iudicium quam testimonium. »

Il établit, d'autre part, au moins un cas d'expertise obligatoire pour les matrones qui doivent examiner les cas de grossesses douteuses.

Enfin, Justinien, par ses nombreuses dispositions sur le mariage, l'impuissance, l'accouchement, la viabilité, la suppression de part, la simulation des maladies, la séparation de corps, fit faire un grand pas à l'idée d'expertise médico-légale.

En résumé, après avoir jeté un rapide coup d'œil sur les usages de l'Antiquité en ces matières, on peut considérer qu'à part l'expertise des femmes enceintes, il n'y a pas d'expertise médico-légale à proprement parler, dans toute cette période.

Même dans les pays où les connaissances médico-légales sont les plus poussées, ainsi chez les Hébreux, on ne peut parler d'expertises car les juges ont justement des connaissances médicales qui leur permettent de ne pas avoir recours aux experts. Ils jugent, ils n'expertisent pas. La question de l'organisation de l'expertise ne se posait donc pas pour eux.

A Rome, l'exposition des cadavres qui est une sorte d'expertise primitive confiée au peuple n'est pas non plus une expertise médico-légale. Cependant, à la fin de l'Empire, si Justinien n'a pas organisé lui-même l'expertise, il a recommandé aux magistrats de s'entourer de l'avis des médecins et par ses dispositions sur nombre de sujets où les médecins sont seuls compétents, a dû donner naissance à certaines expertises.

Quoiqu'il en soit, nous n'avons conservé aucune donnée en ce qui concerne le régime de l'expertise à cette époque.

Paragraphe 2 : MOYEN-AGE, CHRÉTIENTÉ

(LÉGISLATION CIVILE ET DROIT CANON) ET CHINE.

La première législation de l'expertise apparaît dans les *capitulaires de Charlemagne*. Abstraction faite de la nullité, tant dans la théorie que dans la pratique, de la médecine légale à cette époque, la législation de Charlemagne nous apparaît presque aussi complète que celle de notre Code d'Instruction criminelle, qui, elle, est des plus sommaires. L'Empereur ordonne, en effet, que « les juges aient à s'appuyer sur l'avis des médecins et que les visites ainsi que les rapports soient faits par des hommes reconnus maîtres et non suspects et par des jurés savants et connaissant de pareilles choses. »

Puis l'expertise semble disparaître avec cette période de justice barbare où l'ordalie règne en maîtresse.

Cependant, les principes en ont été posés et elle reparait au XIII^e siècle.

Ainsi, nous trouvons dans *les vieux établissements de Normandie* (1207-1215), lorsqu'une personne appelée en justice invoque une maladie « celle langor sera veue par léaus hommes, savoir mon se cil qui gist en son lit, se faint que il soit malade ».

Nous possédons cette notice d'un jugement de l'*Echiquier* (1217) : « Il fut jugé que la Contesse d'Alençon qui était grosse d'enfant, devoit être veue, que li roy la devoit fère garder par personnes convenables ».

Il est également question, dans *les vieux établissements de Normandie* de l'expertise de viol. Nous y lisons :

« La justice fera veoir la meschine et sa bleccure par preudes fames et léaus qui sachent quenoistre se elle a été prise à force ».

« *Le grand Coutumier de Normandie* » nous dit qu'il y a différentes sortes de veues : « veues d'hommes en langueur, veues de mesfaits, veues d'hommes occis, veues de femmes despucelées ».

En matière d'ordalies, l'expertise est également usitée quand celui qui doit combattre invoque l'excuse de maladie. Dans *les assises et les bons usages du roi de Jérusalem*, il est spécifié que le Seigneur fait constater l'excuse de maladie par trois de ses hommes plus un physicien ou miège et un séorgien ; si le cas est médical, le miège doit voir le malade et « taster son pos et voir son orine » ; si le cas est chirurgical, il faut montrer la blessure au séorgien.

Peu à peu l'expertise fait de nouveaux progrès. On trouve des chirurgiens assermentés soit envers le roi, soit envers le maire et les citoyens d'une ville.

Citons en exemple des *lettres patentes de Philippe-le-Hardi* (1278) concernant la Ville de Rouen :

« per dictum cirurgicorum ad hoc nobis et dictis majori et civibus juratorum ».

Philippe-le-Bel, dans une ordonnance de 1311, cite les noms de Jehan Pifardi, chirurgien assermenté devant le Châtelet de Paris, et de même Jean II, dans une ordonnance de 1353, nous parle de Maitres Pierre Fromondi et Robert de Lingonis « ses biens aimés chirurgiens en son Châtelet de Paris ».

Ces chirurgiens du Châtelet avaient autorité sur les chirurgiens des autres juridictions de Paris dans la plupart desquelles on trouve médecins, chirurgiens, matrones et herbiers jurés ; et nous possédons d'assez nombreux rapports du temps sur des blessures, grossesses, viols, morts suspectes.

Cependant, *les Décrétales des Papes*, dont les principales sont celles d'Innocent III en 1208, de Grégoire IX en 1234, et

de Grégoire XIII en 1572, et qui fixent la loi religieuse, bientôt suivie en ces matières par la loi civile, étendent le champ du domaine de la médecine légale.

Traitant du mariage, des maléfices, de l'impuissance, de l'accouchement, de l'opération césarienne, de la légitimité des naissances, des attentats à la pudeur, des crimes contre les personnes, de la célation de grossesse, de l'infanticide..... le droit canon qui exige la preuve directe contre l'accusé pose nettement le principe de l'expertise.

Un jurisconsulte italien, vers 1287, dit : « Medico credetur in una medicina » ; et *Balbe d'Ubaldis*, au *xiv^e siècle*, insiste : « recurritur ad iudicium medicorum peritorum in his quæ ad artem medicorum pertinent ».

Parallèlement au développement du droit canonique, une autre cause concourt au développement de l'expertise médico-légale. C'est la suppression par *Louis IX*, en 1260, des épreuves du feu et du duel judiciaire, remplacées par la preuve testimoniale. Moins, en effet, on se fie au hasard, plus se fait sentir la nécessité de consulter l'homme de l'art.

Ainsi donc, la fin du *xiii^e siècle* et le *xiv^e siècle* marquent l'essor de l'expertise médico-légale. Elle progressera ainsi jusqu'à la fin du *xiv^e siècle* où elle se heurtera à un nouvel obstacle qui, tout le *xv^e siècle* entravera sa marche : l'abus de la procédure inquisitoire et de la question préparatoire.

Quelle est, à cette époque, la situation de l'expert et que savons-nous de l'organisation de l'expertise ?

Les experts prêtent serment et pratiquent d'une façon habituelle car ils sont attachés à un tribunal.

D'après les jugements du Châtelet de Paris on voit que les rapports étaient remis ordinairement dans les trois jours ou dans la quinzaine au plus tard.

Cependant, il existe encore bien des défauts. En premier

lieu, les connaissances de l'expert ne sont pas très étendues et la médecine légale n'existe pas comme science.

Quant à l'expertise elle-même, le juge est libre de l'ordonner ou non ; d'autre part, en général, un seul expert est nommé. L'accusé est sans défense et sans garanties vis-à-vis de l'accusation. Il n'y a pas de contre-expertise.

A ce propos, l'Italie était en avance sur la France, car nous savons par des ouvrages de praticiens italiens que l'Inquisition devait procéder dans le choix des experts suivant l'accord des accusateurs et de l'accusé et que la désignation d'office ne devait avoir lieu que si l'accord n'avait pu se faire.

Cependant, tandis que la chrétienté médiévale s'acheminait peu à peu vers l'expertise médico-légale sans arriver encore à faire de la médecine légale une science véritable, *la Chine du Moyen-Age nous fournit, dès 1248, un véritable Traité de Médecine légale, œuvre d'un médecin du temps : le Si-Yuen-Lu, livre contenant des observations générales sur les expertises et les instruments qu'elles comportent, ainsi que sur la simulation et l'identité ; livre traitant également des avortements, des coups et blessures, des homicides et suicides par strangulation ou asphyxie. Le Si-Yuen-Lu nous donne aussi certains renseignements sur les analyses chimiques.*

Quoiqu'il en soit, à part cette exception de la Chine, le Moyen-Age ne connaît pas de science médico-légale proprement dite et n'a pas de textes détaillés sur l'expertise médico-légale.

Il faut attendre pour cela les temps modernes, le règne de *Charles-Quint*, la Constitution criminelle de cet empereur, promulguée en la Diète de Ratisbonne (1532).

La Caroline marque bien le point de départ de ce que nous pouvons appeler la période scientifique.

Paragraphe 3 : LES TEMPS MODERNES OU PÉRIODE SCIENTIFIQUE.

ALLEMAGNE — ITALIE — FRANCE.

Avec « *la Caroline* » de l'Empereur Charles-Quint, on voit pour la première fois l'examen médico-légal imposé par une loi.

L'avis des médecins, chirurgiens, sages-femmes est exigé avant la sentence du juge dans les cas de blessures, meurtres, accouchement clandestin, infanticide, maladies produites par des médicaments hors de propos.

Cependant, l'Allemagne se confine surtout dans la pratique et les études scientifiques s'y développent moins intensément qu'en France et en Italie. Mais dès la fin du xvii^e siècle et tout au long du xviii^e siècle elle prendra la tête du mouvement scientifique et la conservera.

L'Italie de cette époque fait de rapides progrès dans la science médico-légale grâce aux nombreuses questions discutées devant les juridictions de la Papauté.

En 1525, un édit du vice-roi de Naples pose le principe de l'expertise. Au xvi^e siècle des noms de légistes apparaissent, et au xvii^e siècle, de 1621 à 1658, Paul Zacchias fait paraître ses dix livres de questions médico-légales. Au xviii^e siècle elle laissera le premier rang à l'Allemagne.

En France, les temps modernes sont marqués par une sage et lente maturation de l'expertise au sein de l'*ordonnance de 1692 sur la Procédure criminelle*.

Dès le début du xvii^e siècle, par un édit de 1606, Henri IV précisait que par les soins du sieur de la Runen, son premier

médecin, il serait commis dans toutes les villes bourgs, et lieux du Royaume, un ou deux chirurgiens, pour assister aux visites et rapports qui se feraient par ordonnance de justice ou autrement.

L'Edit de 1692 supprimant cette faculté de délégation du premier médecin du roi, créa au titre d'offices fermes et héréditaires, deux chirurgiens jurés dans les villes du royaume où il y avait un Parlement ou autre Cour, Evêché, Archevêché, présidial, ou baillage principal, et dans chacune des autres villes, bourgs et lieux du royaume, avec attribution, à l'exclusion de tout chirurgien, et faculté de faire conjointement ou séparément les visites qui seraient faites par ordonnance de justice.

Remarquons que cette hérédité des fonctions de médecin-légiste, blâmable en soi, mais conforme à la conception du siècle, posait le principe de l'assimilation entre les charges de médecin-légiste et les charges de judicature.

Quant au rôle judiciaire du médecin, il était réglé minutieusement par *l'ordonnance de 1670*.

L'article I de l'ordonnance décide que : « les personnes blessées pourront se faire visiter par les médecins et chirurgiens qui affirmeront leur rapport véritable ; ce qui aura lieu à l'égard des personnes qui agiront pour ceux qui sont décédés ; et sera le rapport joint au procès ».

Muyart de Vouglans dans son *commentaire sur l'ordonnance* nous apprend d'ailleurs que l'usage des rapports n'était pas limité au cas de blessures et de meurtre. Il pouvait également en être fait en cas de visite de femmes enceintes, de visite de prisonniers, de question ou de torture.

L'article II concerne l'expertise proprement dite : « Pourront néanmoins les juges ordonner une seconde visite par médecins et chirurgiens nommés d'office, lesquels prêtent le

serment, dont sera expédié acte et après leur visite, en dresseront et signeront sur le champ le rapport pour être remis au greffe et joint au procès ».

Muyart de Vouglans précise que cette façon de faire ne s'imposait pas nécessairement et que dans le cas où elle est prescrite par le juge il est spécialement recommandé aux magistrats, malgré la faculté de désignation d'office qui leur était conférée, de ne nommer les experts, autant que possible, que du gré et du consentement des parties.

Il existe deux seuls cas où la commission par le juge est obligatoire.

D'abord celui où une femme condamnée à mort paraît ou déclare être enceinte (titre XIV des sentences, jugements et arrêts, art. 23).

Ensuite, le cas de l'exoine ou excuse de ne pouvoir se présenter en justice, le juge étant alors obligé de faire examiner l'inculpé par un médecin.

Quelle était la mission des experts ?

Toujours d'après Muyart de Vouglans, des traditions très nettes se sont établies. Le rapport devait faire état de la qualité des blessures, de leur profondeur, longueur, largeur, de l'endroit du corps où elles se trouvaient, de leur caractère mortel ou non, de la qualité des armes avec lesquelles les blessures ont été faites, offensives ou défensives. Le rapport devait également préciser l'état du blessé : demeurerait-il estropié, sera-t-il obligé de garder le lit ou la chambre, quel régime devra-t-il suivre ? Dans combien de temps pourra-t-on espérer sa guérison ?

Quand il s'agissait d'un corps mort, le rapport devait faire mention du lieu où ce corps avait été trouvé, de sa stature, de l'habit, de l'âge ou environ, de la situation où il était, de l'endroit du corps où l'homme avait été blessé,

du nombre de coups reçus, de l'instrument dont on s'était servi, du coup ayant plus spécialement entraîné la mort. Muyart de Vouglans nous signale également la possibilité qu'il y avait d'une contre-expertise, lorsque médecins et chirurgiens étaient suspects à l'accusé.

Les Institutes de droit criminel aux XVII^e et XVIII^e siècles nous enseignent que l'accusé obtenait bien plus facilement qu'aujourd'hui la contre-expertise, sur sa simple requête, pourvu qu'elle fut présentée peu de jours après la première visite (art. 5, chap. 11, p. 2).

Quoiqu'il en soit, de toutes façons, la plus grande liberté d'appréciation était laissée aux juges avec recommandation expresse de s'attacher scrupuleusement aux objections de la défense.

Cette même liberté subsistait en principe, l'expertise ou la contre-expertise terminée. Dès la fin du XVI^e siècle, *la Coutume de Paris* édictait nettement dans son article 184 : « doit être le rapport apporté en justice pour en plaidant ou en jugeant avoir tels égards que de droit » ; et *Jousse*, dans son commentaire de l'ordonnance de 1667 (titre I, art. 2), nous déclare que : « le rapport devait être rédigé tant pour la charge de l'accusé que pour sa défense, soit en constatant le fait, soit en estimant la cause qui y avait donné lieu ».

Ceci constituait une précieuse contre-partie de l'importance prédominante des rapports qui, en thèse susceptibles de discussions, constituaient déjà en fait des éléments d'appréciation décisifs.

Cette pratique, que deux siècles plus tard devait énergiquement dénoncer M. Cruppi à l'occasion de la discussion de son projet de réforme, *Pussort* la constatait déjà, quand il déclarait dans son procès-verbal de conférence pour

l'examen de l'Ordonnance de 1667, que l'expert était en réalité beaucoup plus juge que le juge lui-même.

Nous pouvons donc conclure que loin d'être la simple base d'une évolution future sur ce terrain particulier de l'expertise médico-légale, l'ancien droit nous apparaît, au contraire, comme réalisant le terme d'une évolution vieille déjà de plusieurs siècles. Sans doute, il n'est pas douteux que l'état rudimentaire de l'anatomie et de la physiologie, ainsi que les préjugés du temps, nuisaient considérablement au résultat des procédures ; mais toutes choses en l'état, les rouages presque parfaits que nous venons de décrire eussent permis, s'ils avaient été maintenus, d'utiliser d'une manière immédiate et précieuse les progrès de la biologie en les combinant avec les principes nouveaux de liberté de conscience.

Au contraire, la Révolution détruira l'édifice juridique si laborieusement construit et remplacera l'organisation assez avancée de l'expertise par une réglementation des plus rudimentaires, cependant que les médecins experts seront généralement choisis parmi d'anciens médecins militaires de tout dernier ordre, devenus officiers de santé.

D'une manière générale, nous sommes peu documentés sur le fonctionnement effectif de l'expertise médico-légale sous *la Révolution* et même jusqu'à la promulgation du Code d'Instruction criminelle.

Il semble toutefois que le mysticisme d'alors, inverse mais tout aussi dangereux que celui de l'ancien régime, ait gravement porté atteinte à l'organisation du régime des preuves. On proclame alors l'instinct divinatoire des masses et on ne demande compte aux juges que de leur intime conviction. C'est le moment où, sous prétexte d'égalité, on supprime toutes les libertés individuelles et le Code d'Ins-

truction criminelle se ressentira encore gravement de ces conceptions arbitraires.

Cependant *la Loi du 14 frimaire An III* marque le désir de voir s'étendre les connaissances scientifiques médico-légales, en créant des chaires de Médecine légale dans toutes les Facultés de Médecine et, plus tard, *la Loi du 9 ventôse An XI* restituait aux seuls diplômés en médecine la faculté de concourir à des opérations judiciaires.

En outre, *le Code de 1791* et *le Code de l'An IV* conservaient malgré tout certaines des supériorités du régime de l'Ancien Droit, par le maintien de la preuve légale. Ainsi, le Code de 1791, dans son titre II, art. 3, exigeait que l'autopsie en cas de mort inconnue ou suspecte fût confiée à un chirurgien ou à un homme de l'art que devait s'adjoindre l'officier de police accompagné de deux citoyens actifs.

Cette précaution était éliminée du *Code de l'An IV* qui invitait toutefois le juge de paix à se faire accompagner pour l'autopsie par un ou deux officiers de santé.

D'autre part, sous l'empire du Code de l'An IV, le rapport des experts devait être immédiatement communiqué à l'accusé qui pouvait présenter ses observations et même exiger une contre-expertise par un praticien de son choix. Mais tout cela, en période révolutionnaire, ne sortait guère du domaine de la théorie. Quoiqu'il en soit, tel était l'état du droit français sur cette matière de l'expertise médico-légale avant d'en arriver à la période contemporaine, c'est-à-dire à la promulgation du *Code d'Instruction criminelle*.

TITRE II. — Définition.

Paragraphe unique.

Avant d'entamer l'étude et la critique de l'expertise médico-légale à notre époque ; après avoir étudié l'évolution et l'organisation de la science médico-légale et plus spécialement de l'expertise à travers les âges, il nous reste maintenant à donner de l'expertise médico-légale, telle que nous la concevons aujourd'hui, une définition suffisamment nette.

On a pu la définir : l'application des connaissances médicales à la constatation des infractions à la loi pénale par un médecin que nomment certains officiers de police judiciaire ou les juridictions de répression.

Cette définition, qui me semble en résumer beaucoup, a le grand tort, comme presque toutes les autres, d'être beaucoup trop vague.

Il est cependant un point précis et extrêmement important sur lequel se réalise l'accord unanime des auteurs, c'est celui de donner à la médecine légale un effet d'ordre purement documentaire ; de proclamer qu'elle consiste non à traiter, mais à faire des constatations, constatations transmises à la justice par voie de rapports.

Ce qui donne à toutes ces définitions une allure trop générale, c'est de parler des connaissances médicales. On ne doit, en cette matière, parler que de certaines connaissances médicales. Aussi la définition de la médecine légale qui nous semble la plus près de la vérité et que nous adoptons sans en rien changer vu qu'elle nous paraît absolument complète est celle de M^e Tchernoff, lorsqu'il écrit :

« La médecine légale n'est autre chose que la pathologie employée aux fins judiciaires ». De cette définition de la médecine légale il nous sera facile de tirer une définition de l'expertise médico-légale.

Pourquoi parler de pathologie et non de connaissances médicales ?

Cela apparaît clairement si nous définissons la pathologie d'après Hallopeau : « la science qui étudie dans leur ensemble les troubles de la santé et s'occupe d'en déterminer l'origine, les caractères généraux et la nature ».

Si nous combinons cette formule avec celle de Dechambre qui définit la pathologie : « partie des sciences médicales qui a pour objet la connaissance des maladies », formule intéressante en ce qu'elle nous révèle bien que la pathologie n'est qu'une branche des sciences médicales ; nous voyons que la pathologie reste en soi une science et s'oppose à ce titre à la pratique de l'art médical.

Cette limitation, on s'en rend compte, doit être transportée sur le terrain de la médecine légale.

Nous constatons donc le parallélisme très net qui s'avère entre la fonction de pathologiste et celle de médecin légiste.

Ni l'un, ni l'autre n'ont à surveiller, moins encore à pratiquer le traitement ; ils ne disposent pas de la faculté d'orienter le traitement dans un sens documentaire.

En présence d'un cas concret, ils dégageront seulement *in abstracto* les principes thérapeutiques. L'art médical leur restera étranger ; les données thérapeutiques ne seront même retenues par le médecin légiste qu'en tant qu'éléments de pronostic en vue de renseigner la justice : par exemple, dans les affaires de blessures où il leur faut apprécier les effets d'un traumatisme.

Parlant de l'expertise qui n'est, comme nous le savons,

qu'un avis technique, nous pourrions donc dire, toujours avec M^e Tchernoff :

« L'expertise médico-légale est en droit pénal (ou civil) un simple avis fourni sur un cas de pathologie humaine générale, spéciale, ou mentale, par un docteur en Médecine ».

CHAPITRE II

Organisation actuelle de l'Expertise Médico-légale

TITRE I. — Recrutement et caractère
des médecins experts.

TITRE II. — Procédure de l'expertise.

TITRE III. — Défauts de l'organisation actuelle.

PREAMBULE

A la différence de l'expertise en droit civil, l'expertise médico-légale du droit pénal actuel est restée, quant à son organisation légale du moins, presque aussi rudimentaire que dans le droit intermédiaire.

Le législateur napoléonien lui a consacré seulement trois articles du Code d'Instruction criminelle. Ce sont les art. 43 et 44 qui prévoient l'expertise du Procureur de la République en cas de flagrant délit, et l'art. 59 qui étend les précédentes dispositions au juge d'instruction. Ce n'est que par une interprétation des textes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est extensive, que l'on a permis par la suite aux juges d'instruction d'ordonner l'expertise à tout moment de l'instruction. On accorde le même droit aux tribu-

naux de répression. Une fois de plus, en cette matière comme en tant d'autres, le droit prétorien a comblé les insuffisances du droit écrit. Nous verrons pourtant que cela ne suffit pas. Une législation complète de l'expertise médico-légale s'avère de plus en plus nécessaire.

TITRE I. — Recrutement et caractère des médecins experts.

Sous le régime de la loi de Ventôse An XI les expertises médico-légales étaient confiées à tous les docteurs en médecine indistinctement, la condition de nationalité française n'étant même pas exigée.

Les officiers de santé pouvaient-ils être experts ? Sur ce point, l'interprétation de l'art. 44 du Code d'Instruction criminelle fournit aux auteurs un élément de discussion et les opinions sur ce sujet se partageaient à peu près également les deux camps. Cette chicane d'auteurs n'appartient plus guère aujourd'hui qu'à l'histoire, la discussion ayant perdu beaucoup de sa valeur, depuis la loi de 1892 sur l'organisation générale de la médecine. Il résulte des travaux préparatoires de cette loi que l'on avait pensé ne confier en principe l'expertise qu'aux seuls docteurs en médecine ; de là la disposition de l'art. 14 qui les vise seuls. Mais dans la suite des débats, on a décidé de conserver cette disposition pour le temps où il n'y aura plus d'officiers de santé. Cela ressort notamment des déclarations du rapporteur au Sénat lors de la discussion et du vote définitif, le 22 novembre 1892 : « Les officiers de santé pourront être requis par le Parquet, et par le juge d'instruction tant aussi bien que les docteurs ; il n'y aura pas de différence entre eux à ce point de vue ».

Donc, actuellement, les officiers de santé qui ont acquis leur titre avant la loi de 1892 ont les mêmes droits et les

mêmes devoirs que les docteurs en médecine. Mais, de toute façon, leur nombre aujourd'hui doit être déjà extrêmement réduit.

C'est cette loi du 30 novembre 1892, art. 14, qui, modifiée par les décrets du 21 novembre 1893 et du 22 juin 1924, règle actuellement le recrutement des experts.

La loi, dans son article 14, exigea pour les médecins experts la qualité de citoyens français, que n'exigeait pas, nous l'avons vu, la loi de Ventôse An XI. Les étrangers, même s'ils ont acquis leur diplôme en France, ne peuvent être choisis comme médecins légistes.

Une seule exception : dans les cas des articles 43, 44, 325 et 268 du Code d'Instruction criminelle, l'art. 3 du décret de 1893, § 1^{er}, spécifie que ces opérations peuvent être confiées à un médecin légiste qui n'aurait pas titre d'expert.

Ce même article visant la nationalité de l'expert dans son § 2, le silence du § 1^{er} apparaît comme manifestement volontaire.

Cette obligation de la nationalité française est un premier pas fait dans la voie de la fonctionnarisation des médecins experts.

Remarquons que cette obligation se trouve encore renforcée par la récente loi du 21 avril 1933 relative à l'exercice de la médecine.

Cette loi qui décrète que nul en France ne peut exercer la médecine s'il n'est citoyen ou sujet français, se montre, en effet, encore plus sévère en ce qui concerne les experts, les médecins étrangers naturalisés français ne pouvant, d'après l'art. 7, être commis que passé un délai de 5 ans à compter du jour de leur naturalisation ; seuls ne sont pas soumis à ce délai les médecins qui, engagés volontaires en

1914, ont servi dans l'armée française pendant la durée de la guerre.

Comment, parmi les Docteurs en Médecine de nationalité française, les médecins experts sont-ils recrutés ?

Un décret du 21 novembre 1893 fixe le système actuel.

Chaque année, trois mois après la rentrée des tribunaux, chaque tribunal de première instance propose à la Cour d'Appel dont il ressort une liste d'experts, et la Cour, le Procureur général entendu, désigne ceux auxquels elle confère le titre d'experts près les tribunaux.

Outre la nationalité française, les experts doivent avoir 5 ans d'exercice de la profession médicale et demeurer soit dans l'arrondissement, soit dans le ressort de la Cour d'Appel.

Une seule exception à ce principe des experts « officiels ». Dans les cas prévus aux art. 43, 44, 235 et 268 du Code d'Instruction criminelle [flagrants délits et cas où les Cours d'Appel (Chambre des mises en accusation) et les Présidents de Cours d'Assises, en vertu de leur pouvoir discrétionnaire, ordonnent une expertise] les médecins experts peuvent être choisis en dehors de la liste au gré des magistrats.

En outre, dans les cas où l'instruction l'exige absolument, par exemple nécessité d'un spécialiste inexistant dans l'arrondissement, les magistrats ont le droit de désigner un expert près un autre tribunal. De même dans les cas d'urgence, ils peuvent commettre par ordonnance motivée un quelconque médecin français de leur choix.

Il faut, à ce propos, se demander s'il y a nullité lorsque les magistrats, en dehors des cas exceptés, désignent pour expert un médecin qui ne figure pas sur la liste ?

Partant de ce principe que la réglementation en cette matière est extrêmement large, et constatant qu'en cas d'ur-

gence notamment le juge peut, comme nous venons de le voir, commettre un quelconque médecin français de son choix, il nous semble que le choix d'un médecin, en dehors de la liste, et cela sans motifs, devrait entraîner la nullité de l'expertise.

Si oui, quels seront les effets de cette nullité ? Elle ne saurait, à notre avis, entraîner celle de l'instruction ; elle ne saurait non plus justifier une opposition de l'inculpé devant la Chambre des mises en accusation, qui n'est possible qu'en cas de refus de mise en liberté provisoire et d'incompétence. Par contre, le ministère public pourrait faire opposition à l'ordonnance de commission d'expert frappée de nullité. Mais sous réserve de ces effets généraux, il nous semble qu'une expertise, même nulle, peut constituer pour le tribunal un élément d'appréciation.

A certains égards, il n'y a donc pas grande différence entre une expertise nulle et une expertise valable, ce qui s'explique d'ailleurs par le caractère uniquement documentaire de cette dernière. Cependant une différence très nette existe sur un point : c'est que l'expertise nulle ne saurait jamais à elle seule servir de fondement à une décision de la juridiction répressive. De là résulte que la Chambre des mises en accusation ne saurait confirmer une ordonnance du juge d'instruction, ni la Cour d'Appel un jugement de première instance, en se fendant sur les données d'une expertise dont elles n'auraient pas constaté ou *à fortiori* dont elles auraient proclamé la nullité. Il y aurait alors lieu à un pourvoi en cassation. Mais, ayant annulé une expertise, ces juridictions, de même que le tribunal de première instance, ne seraient pas obligées d'en prescrire une autre qu'elles estimeraient superflue. Seul y serait contraint le juge d'instruction à peine de réquisitions du Parquet sollicitant une contre-

expertise ou d'arrêt en ce sens de la Chambre des mises en accusation. D'autre part, dans le cas où la nullité ayant été proclamée par la Cour d'Appel, l'instruction ne révélerait aucun élément autre que l'expertise médico-légale de nature à justifier la confirmation de la décision entreprise, celle-ci devrait être annulée. Elle demeurerait, croyons-nous, au contraire, valable si elle n'était fondée qu'en partie sur l'expertise nulle.

Enfin, constatons pour l'instant que ce système de la liste annuelle, en spécialisant les médecins experts constitue lui aussi un pas vers leur fonctionnarisation.

C'est, en effet, une des questions importantes que l'on est amené à se poser en étudiant ce problème de l'expertise : les médecins experts sont-ils des fonctionnaires ou si non devraient-ils être des fonctionnaires ?

Réservant pour plus tard la deuxième question, nous pouvons répondre que dans l'actuel système, malgré tous les traits qui les apparentent à des fonctionnaires, les médecins légistes, outre qu'ils ont conservé la mission purement consultative de tous les experts, demeurent en réalité des médecins purs et simples. Si, à Paris par exemple, quelques grands spécialistes consacrent tout leur temps à la médecine légale, il n'en est pas de même pour l'immense majorité des médecins experts qui exercent en même temps la médecine ordinaire, les quelques expertises pour lesquelles ils sont commis ne leur permettant pas à elles seules de vivre.

D'ailleurs la nécessité du choix qui exclut la possibilité d'un roulement est également un argument contre le médecin légiste fonctionnaire.

D'autre part, parallèlement au corps général des médecins experts, existent des groupes annexes dont les membres,

tout en étant des spécialistes, cessent absolument de constituer des spécialistes de la Médecine légale.

En fait, et c'est là, à notre avis, la bonne voie, les médecins légistes tendent plutôt à s'organiser sur le type très spécial des « auxiliaires de la justice », dont certains, d'ailleurs, sont des fonctionnaires du cadre auxiliaire, tels les avoués, les huissiers, les notaires, tandis que les autres, ainsi les avocats, exercent une profession absolument libre. La preuve en est dans l'actuel statut du syndicat des médecins légistes français fondé en décembre 1928,

Sans chercher à juger la valeur de l'organisation actuelle, — nous le ferons dans le titre III du présent chapitre — nous pouvons dès maintenant affirmer que les médecins légistes sont à la fois auxiliaires de la justice et membres originairement libres du Corps médical, la première qualité s'accusant particulièrement dans la nature impérative du mandat qui leur est confié.

TITRE II. — Procédure de l'expertise.

Paragraphe 1^{er} : NOMINATION DES EXPERTS.

Dans quels cas y a-t-il lieu à nomination d'experts ?

C'est seulement dans l'art. 43 du Code d'Instruction criminelle — et encore à propos des seuls flagrants délits — que l'on trouvait avant la loi de 1892 et le décret de 1893 quelques lignes sur l'expertise en général. Remarquons d'ailleurs que cet article n'impose aucune obligation.

« Le Procureur de la République, dit-il, se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes présumées par leur art ou leur profession, capables d'apprécier la nature du crime ou du délit ».

Le terme « au besoin » implique bien la faculté pour le magistrat d'ordonner ou de ne pas ordonner l'expertise. D'ailleurs, dès 1818 (30 janvier) un arrêt de la Cour de Cassation a déclaré que l'observation de l'art. 43 n'était pas prescrite à peine de nullité (S. 1818-1-222).

Seul l'art. 44 du Code d'Instruction criminelle rend l'expertise obligatoire dans certains cas.

« S'il s'agit d'une mort violente ou d'une mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le Procureur de la République se fera assister d'un ou deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur l'état du cadavre. Les personnes appelées dans le cas du présent article et de l'article précédent prêteront devant le Procureur de la République le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience ».

Remarquons que l'art 59 du Code d'Instruction criminelle étend ces dispositions du Procureur de la République au juge d'instruction. Mais ce n'est que par une interprétation très extensive et nécessitée par les faits qu'il est permis au juge d'instruction d'ordonner une expertise à un moment quelconque de son instruction.

A propos de l'art. 44 qui contient, nous venons de le voir, certains cas d'expertise obligatoire, il nous semble juste de penser avec un certain nombre d'auteurs et notamment Duverger (1) que ses dispositions sont énonciatives et non limitatives. Si oui, il faut admettre qu'il y a également obligation pour les magistrats d'ordonner l'expertise non seulement en cas de meurtre ou de mort suspecte, mais également en cas de blessures graves pouvant entraîner la mort.

Ces articles 43 et 44 du Code d'Instruction sont donc les seuls où le législateur prévoit des cas, obligatoires ou non, où il peut y avoir expertise médico-légale.

En dehors de ces cas, on peut dire qu'il y a en fait nomination de médecins experts chaque fois que leurs connaissances peuvent être utiles pour éclairer les officiers de police judiciaire ou les juridictions pénales dans la recherche de la vérité.

Le Code d'Instruction criminelle qui s'est montré si peu explicite sur les cas de nomination d'experts, nous donne plus de détails en ce qui concerne les autorités pouvant ordonner une expertise.

Dans ses articles 8, 9, 48, 49, 50, 59, il établit que dans les cas de flagrant délit les experts peuvent être requis par

(1) Duverger : *Manuel des juges d'instruction*, tome I, n° 149.

les officiers de police judiciaire suivants : le Procureur de la République, ses substituts, les officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur (juges de paix, officiers de gendarmerie, commissaires de police dans les villes où ils existent, maires et adjoints dans les autres communes) et les juges d'instruction.

Toujours dans le cas de flagrant délit, l'article 10 du Code d'Instruction criminelle établissait également que les experts pouvaient être requis par les préfets dans les départements et par le Préfet de Police dans le département de la Seine :

La loi du 7 février 1933 sur la liberté individuelle, supprimant les pouvoirs de police judiciaire des Préfets, a abrogé cette disposition de l'article 10 du Code d'Instruction criminelle.

Hors le cas de flagrant délit, le Procureur de la République n'a plus que le droit de requérir le juge d'instruction d'ordonner une expertise. Chambres des mises en accusation et juges d'instruction jouissent du même droit d'ordonner une expertise.

Lorsque l'expertise n'a pas été ordonnée par la juridiction d'instruction ou que l'expertise effectuée paraît insuffisante, les tribunaux répressifs, c'est-à-dire les Cours d'Assises, les tribunaux correctionnels et de simple police, les Chambres correctionnelles des Cours d'Appel, les Conseils de guerre — aujourd'hui tribunaux militaires en temps de paix — et les tribunaux maritimes, peuvent en prescrire une.

Egalement, le Président de la Cour d'Assises peut, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, appeler un médecin au débat et le charger d'une expertise (art. 268-269 du Code d'Instruction criminelle).

Le tribunal saisi peut donc toujours ordonner l'expertise ; toutefois il est admis en jurisprudence depuis un arrêt de

la Cour de Cassation du 4 juin 1852 (1), qu'il ne peut l'ordonner quand d'autres moyens de preuve sont admissibles, par exemple au cas où il y aurait un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire et constatant l'infraction.

D'autre part, la jurisprudence décide également que si les parties ont le droit de demander une expertise, les tribunaux apprécient souverainement s'ils doivent l'ordonner (2) et qu'en conséquence les tribunaux peuvent refuser d'ordonner une contre-expertise demandée par l'accusé, comme inutile et frustatoire (3).

Reste encore une question à examiner à propos de la nomination des experts.

Si le médecin commis refuse de déférer, y a-t-il une sanction ?

La question, aujourd'hui, ne se pose plus.

Dans son article 23, la loi de 1892 déclare, en effet, expressément : « tout docteur en médecine est tenu de déférer aux réquisitions de la justice sous les peines portées à l'article précédent ». Cette peine consiste aujourd'hui dans une amende de 25 à 100 francs.

Que se passait-il avant la loi de 1892 ? Il est intéressant de le savoir, car cette discussion montre bien les différentes conceptions qu'on peut se faire du médecin légiste.

La majorité de la Doctrine, Faustin Hélie et Chauveau en tête s'opposent à toute sanction.

« Il serait peut-être absurde et certainement ridicule, disent-ils, de contraindre par une pénalité un jurisconsulte

(1) Bull. Cass. Cr., n° 181, D. P. 1852.5.494. — Voir Faustin-Hélie : *Traité de l'Instruction Criminelle*, tome VI, n° 2618.

(2) Cass., 1^{er} mai 1863, Bull. Cass. Cr., n° 136, D. P. 1863.1.477. — Cass., 3 mars 1897, D. P. 97.1.406.

(3) Cass., 21 juin 1850, D. P. 50.5.113.

à examiner un point de droit, un médecin à faire une autopsie, un maître d'écriture à vérifier une pièce fausse. Quelle confiance pourraient inspirer des experts contraints par la force à expertiser ? Quel bénéfice la justice retirerait-elle d'un pareil concours ? (1) Les médecins, disait la majorité de la Doctrine, apportant un concours purement intellectuel, ne peuvent tomber sous le coup de l'article 475, N° 12, du Code Pénal (2) qui prévoit seulement un concours physique.

La jurisprudence, au contraire, s'appuyait sur cet article. Toutefois, elle faisait une double distinction.

S'agissait-il d'un accident individuel non susceptible de compromettre la paix publique (exemple d'un individu tué par la chute d'un ballot de marchandises), le médecin pouvait refuser son concours (3).

Se trouvait-on, au contraire, dans un cas où l'ordre public était en jeu, il fallait alors distinguer s'il y avait ou non flagrant délit. Si oui, le médecin était obligé d'obéir sous peine de tomber sous le coup des sanctions de l'article 475 du Code Pénal cité plus haut (4).

Cependant, on trouve un arrêt de la Cour de Cassation du 15 mars 1889 réagissant en sens contraire de la jurisprudence ordinaire (5).

Ajoutons que les cas où, dans ce système, les médecins

(1) Chauveau et Hélie : *Théorie du Code Pénal*, tome IV, p. 424 et tome VIII, p. 393.

(2) « Seront punis d'amende, depuis 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement... ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie, ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrants délits, clameur publique ou d'exécution judiciaire ».

(3) Cass., 18 mai 1885, D. P. 55.1 223.

(4) Cass., 20 février 1887, D. P. 57.1.133.

(5) S. 1891.1.4.

étaient soumis à la sanction pénale étaient très nombreux vu l'idée très large du flagrant délit que se faisait la jurisprudence. Ainsi, dans un arrêt du 15 mars 1890 (1), la Cour de Cassation, s'appuyant sur une interprétation très extensive de l'article 41 du Code d'Instruction criminelle (2), a suivi le raisonnement du Conseiller rapporteur Doux-Franklin qui déclarait :

« Au moment où un crime est constaté, il est presque toujours impossible d'en fixer la date exacte. Or, si cette inexactitude était par elle seule exclusive du flagrant délit, les règles établies par les articles 32 et suiv. du Code d'Instruction criminelle demeureraient à peu près sans application. Aussi admet-on que les mesures d'urgence, exceptionnellement autorisées par ces dispositions peuvent être prises légalement lorsqu'elles sont motivées par la découverte d'un fait qu'on présume criminel et qui paraît avoir été commis depuis peu... » et le Conseiller rapporteur ajoute : « si une interprétation rigoureuse du texte de l'art. 41 pouvait paraître admissible en principe, il y aurait lieu de faire exception pour le cas où, comme dans l'espèce, il s'agit d'un attentat contre la vie il suffit que la cause de la mort soit inconnue et suspecte pour l'application de cet article ».

D'autre part, et toujours dans le même ordre d'idée, cet arrêt décidait que de nouvelles réquisitions adressées au médecin deux jours après, la condition légale des faits n'ayant pas changé, ne sont que la réitération des premières auxquelles elles se rattachent nécessairement, alors que le délai qui les a séparés n'est pas assez considérable pour

(1) S. 1891.1.45.

(2) « Le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre est un flagrant délit ».

enlever à la procédure son caractère de flagrant délit, et que ce délai a eu seulement pour résultat de rendre plus urgente l'autopsie du cadavre en état de décomposition.

En bref, la jurisprudence tendait à étendre de plus en plus le domaine de la sanction au refus du médecin d'obéir à sa commission. Cette discussion peut sembler n'avoir plus, depuis la loi de 1892, qu'une valeur historique. Le penser serait une erreur, car nous la retrouverons quand, dans le titre III du présent chapitre, il nous faudra donner notre avis sur l'actuel système de sanction.

En tout cas, il est dès maintenant intéressant de constater la force des circonstances de fait qui, contrairement à la Doctrine, avaient contraint les tribunaux à assimiler l'intervention d'un expert à une réquisition. Est-ce une bonne opinion ? Nous répondrons plus tard, mais constatons que s'est manifestée là une fois de plus la nécessité sociale — et nous en avons déjà rencontré quelques symptômes — d'instituer en vue des expertises médico-légales un groupement de médecins comparables à des fonctionnaires du cadre auxiliaire ne pouvant opposer une fâcheuse inertie aux besoins de l'administration de la justice.

Quoiqu'il en soit, nous sommes aujourd'hui sous le régime de la loi de 1892, art. 23, qui institue une sanction spéciale — amende de 25 francs à 100 francs — contre tout médecin commis qui refuse d'obéir aux réquisitions de la justice..... et remarquons que la jurisprudence a admis que même la réquisition orale de magistrats compétents était sanctionnée à condition d'être conçue en termes impératifs.

Dernière question se posant à propos de la nomination des experts. Combien d'experts les autorités peuvent-elles nommer ?

Aux termes des articles 43 et 44 de la loi de 1892, les

autorités peuvent requérir un ou deux experts suivant qu'un ou deux experts leur paraissent utiles. Il est d'ailleurs de toute évidence que, par là, le législateur n'a pas voulu limiter au seul chiffre deux le nombre des experts et qu'il a seulement voulu dire que la pluralité d'experts était possible.

Dans une récente affaire qui n'est, hélas, que trop célèbre, par deux fois tout un groupe d'experts a été désigné. Mais, en pratique, dans la plupart des cas, un seul expert est nommé et au plus deux. Ainsi le recommande d'ailleurs diverses circulaires de la Chancellerie, notamment et pour la première fois, circulaire de 6 février 1867.

Paragraphe 2 : SERMENT DES EXPERTS.

L'article 44 du Code d'Instruction criminelle est formel. Lorsqu'un médecin est chargé de procéder à des constatations, à une expertise, quand il doit fournir un rapport, il doit, aux termes de cet article, prêter le serment de faire un rapport « en son honneur et conscience ». Seule, la prestation de serment donne authenticité au rapport, et la décision rendue sur le rapport d'un expert qui n'aurait pas prêté serment serait entachée de nullité. Par contre, une fois prêté, le serment est valable pour toute la série d'opérations que fera l'expert en vertu de sa mission.

Le serment doit être prêté avant le commencement des opérations. Prêté pendant ou à plus forte raison après les opérations il serait nul. De même, le serment de témoin que prête le médecin expert à l'audience ne peut, en aucune façon, valider son expertise. De même encore l'expert qui, après avoir été chargé d'une expertise au cours de l'instruction, est chargé d'une nouvelle expertise par la Cour ou le Tribunal, devra prêter un nouveau serment, quand même

il aurait prêté serment en qualité de témoin au cours des débats. Cette dernière règle, fort critiquable d'ailleurs, résulte d'une jurisprudence déjà ancienne (1) qui ne s'est jamais démentie depuis.

Le serment se prête entre les mains du Ministère public s'il agit seul, ou entre les mains du juge d'instruction qui a commis l'expert, en présence du Parquet, ou bien encore devant le juge de paix du canton délégué à cet effet.

Appelé comme témoin devant les juridictions répressives pour expliquer son rapport ou pour fournir des renseignements complémentaires, l'expert est assimilé à un témoin ordinaire et doit, qu'il ait ou non prêté le serment de l'article 44, jurer suivant les termes généraux de l'art. 155 du Code d'Instruction criminelle de « parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité », le tout à peine de nullité des décisions rendues sans l'accomplissement de ces formalités.

Une seule exception en vertu d'une très vieille jurisprudence confirmée à diverses reprises (2) : le serment est superflu lorsque l'expert est désigné par le Président des Assises en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

Nous saurons dire en temps voulu ce qu'il faut penser selon nous de ce serment imposé aux experts, mais nous pouvons déjà noter qu'on parle aujourd'hui beaucoup en doctrine de sa suppression, tendance qui ne fait, une fois de plus, que souligner une tendance plus générale à la fonctionnarisation, tout au moins partielle, des médecins experts.

(1) Cass., 17 décembre 1878, D. P. 79.1.190.

(2) Cass., 22 thermidor An VII ; Cass., 2 avril 1831 ; Cass., 19 septembre 1839, D. P. 40.1.367.

Paragraphe 3 : MISSION DES EXPERTS.

Les experts, nous l'avons vu, sont commis directement par le tribunal, le Ministère public ou les magistrats instructeurs.

Remarquons seulement que dans les affaires entre parties, copie de la décision commettant l'expert est délivrée au demandeur qui saisit lui-même l'auxiliaire de la justice.

Quoiqu'il en soit, le point important à signaler dès maintenant, c'est l'extrême précision des formules de commission. Si, dans les cas de flagrant délit, il suffit d'indiquer les opérations, soit dans le réquisitoire, soit dans le procès-verbal de prestation de serment, dans tous les autres cas le juge d'instruction rend une ordonnance précisant les questions auxquelles devra répondre le médecin légiste. Le jugement ou l'arrêt ordonnant une expertise indique également les opérations auxquelles devra se livrer l'expert.

Avant de commencer son expertise, le médecin se trouve donc ainsi utilement renseigné sur l'affaire dans laquelle on le commet ; mais il n'a pas le droit d'exiger la communication des pièces. D'ailleurs, en pratique, le juge communique très souvent aux médecins les pièces de l'enquête qui peuvent leur être utiles pour arriver plus facilement à la découverte de la vérité.

Les parties assistent-elles aux opérations de l'expertise ?

La présence du prévenu à l'expertise n'est pas nécessaire. L'article 39 du Code d'Instruction criminelle, qui ordonne cette présence pour la saisie des pièces à conviction, ne la prescrit pas pour les opérations de l'expert. Le seul droit que possède la défense est un droit de contrôle après coup : le rapport de l'expert lui est soumis après la clôture de l'instruction et elle peut en discuter les bases et les conclu-

sions aux débats. Constatons cependant que si ce n'est en aucune façon un droit pour les parties, le juge, lui, peut ordonner la présence de l'inculpé à l'expertise, ce qu'il fait quand il espère en obtenir des renseignements intéressants.

En quoi consiste la mission des experts ?

De toute évidence il n'est pas possible de répondre d'une façon précise. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'elle consiste généralement dans des constatations, des recherches à faire soit sur la personne, soit sur les vêtements de la victime ou de l'inculpé. L'expert procédera soit à une autopsie, soit à une visite des blessures et traces diverses laissées par l'accomplissement de l'infraction.

Il est une expertise médico-légale qui, surtout dans les affaires criminelles, tient aujourd'hui une place de plus en plus grande : c'est l'expertise mentale.

Cette expertise psychiatrique pose un certain nombre de questions que nous ne faisons que signaler pour l'instant, car nous les retrouverons quand il s'agira pour nous de fixer quelques bases à la réforme de l'expertise. Tout d'abord, on a soutenu que l'application des circonstances atténuantes ne regardait pas le psychiatre appelé à conclure carrément à la normalité ou à la psychopathie de son client. A cela nous pouvons déjà répondre : outre le fait que médicalement le dilemme ne saurait être absolu, que fait donc l'expert aliéniste sinon fournir aux juges des éléments d'appréciation relevant de la science ?

D'autre part, certains ont réclamé et réclament toujours l'expertise mentale obligatoire, en s'appuyant surtout sur l'infériorité où se trouvent placés à ce point de vue les accusés détenus. En effet, le défenseur de l'inculpé appuie le plus souvent sa demande d'expertise sur un certificat médical que ne peut fournir l'inculpé détenu. A notre avis,

s'il est fort souhaitable de voir se répandre de plus en plus l'usage de l'expertise psychiatrique, il serait manifestement exagéré d'exiger du magistrat qu'il y fasse toujours appel. Il suffit de penser aux lenteurs, aux complications qu'entraînerait nécessairement l'expertise obligatoire au détriment des co-inculpés..... et si cet argument de pratique ne suffit pas, songeons surtout combien une telle mesure serait néfaste sur l'esprit public en portant une atteinte grave au principe même de la responsabilité. Surtout avec des juridictions criminelles populaires comme le sont nos Cours d'Assises, une telle mesure concourrait certainement à l'énervement de la répression qui, si elle doit être juste, ne doit pas être discutée dans son principe.

Cette solution nous semble concilier les besoins de l'esprit de justice et la défense d'un principe nécessaire.

Ce qu'il faut dire, c'est que, dans l'actuel système où n'existe aucune obligation, on ne saurait trop rappeler aux magistrats le devoir de conscience qui leur incombe de se prêter à l'expertise psychiatrique dès qu'il peut planer le moindre doute sur l'intégrité psychique d'un inculpé.

D'ailleurs on ne saurait également trop insister sur la nécessité qu'il y aurait à exiger, tant des magistrats que des avocats, une préparation médico-légale suffisante..... tandis qu'elle est, au contraire, trop souvent, plus qu'élémentaire, voire même inexistante.

Mais revenons à l'expertise médico-légale en général. Nous avons vu qu'il était très difficile de préciser en quels actes consiste la mission du médecin expert. Nous en avons ensuite énoncés quelques-uns. Ce qu'il nous faut préciser, c'est que le droit d'investigation du médecin, si grand soit-il, possède certaines limites. Il est des actes qu'il ne peut pas faire ; il est même des cas où l'expertise même est impos-

sible — ce qui est un argument de plus contre l'obligation totale de l'expertise. Ainsi, l'idée que nous nous faisons de la liberté et de la dignité humaine, même vis-à-vis d'un inculpé sur lequel pèsent les plus lourdes charges, nous interdit toute expertise dangereuse pour la santé du sujet comme tout acte contraire aux règles élémentaires de décence. Il est ainsi admis et à juste raison qu'un médecin ne pourrait visiter les organes génitaux d'une femme sans son consentement.

Ses constatations terminées, que fait l'expert ?

Il rédige son rapport.

S'il y a plusieurs experts, la pratique s'est établie qu'il y ait quand même unité de rapport. Pourtant cette unité de rapport en théorie est une simple faculté laissée aux experts (1).

Il nous paraît qu'à l'audience du moins, interpellé sur le désaccord existant entre lui et son confrère, l'expert devrait le déclarer nettement. Il n'est, en effet, pas magistrat et n'a donc pas prêté, comme ce dernier, le serment de respecter les délibérations.

A propos de la rédaction du rapport se pose, comme à propos des opérations d'expertises elles-mêmes, la question du concours des tiers. Nous n'aborderons pas cette question pour l'instant, la réservant pour la partie critique de l'organisation actuelle, ainsi que pour la partie constructive où nous proposerons certaines réformes capables, selon nous, de faire progresser sur ce point notre législation.

C'est à propos de la rédaction du rapport que se pose également la question du secret professionnel. Le Tri-

(1) Voir Avis du Conseil d'Etat du 10 Messidor An XI. — Voir Briand et Chaudé, p. 40.

bunal correctionnel de Vienne, dans un jugement du 6 janvier 1909 — Mon. jud. Lyon, janv. 1909 — proclamait le mandat de l'expert incompatible avec toute possibilité de poursuite, soit pour violation du secret professionnel, soit pour diffamations ou injures à raison d'actes accomplis dans l'accomplissement dudit mandat. Mais remarquons que, s'il est vrai que l'article 378 du Code Pénal ne s'applique pas aux médecins experts, ce principe ne peut être posé que dans la mesure où la dispense résulte de la nature même de leurs fonctions qui, à un autre point de vue, leur imposent au contraire la discrétion professionnelle la plus stricte et ils sont assujettis au secret de l'instruction qui, elle-même, est garantie par l'article 378. Constatons d'ailleurs une fois de plus l'identification des médecins experts avec des fonctionnaires astreints au secret général, dit des affaires administratives. Remarquer également la prédominance de l'intérêt social encore accusée par ce fait qu'un expert ne peut remettre copie de son rapport à un inculpe qui le lui demanderait même pour établir son irresponsabilité en cas de poursuites ultérieures (*Bulletin Société de Médecine légale*, 1912, p. 282). Seul, en cas de non-lieu, le Ministère public peut autoriser la communication du dossier et la copie du rapport. D'où l'expert, en remettant à l'inculpé antérieur copie de son rapport, commettrait une violation du secret de l'instruction (secret dit des affaires administratives) et encourerait en principe les sanctions de l'article 378 du Code Pénal.

Le rapport terminé, le juge l'examine et s'il le trouve insuffisant il peut demander des explications aux experts ou ordonner un complément d'expertise..... ou même nommer de nouveaux experts. Tout rapport d'expert ne lie pas le juge et ne doit le lier. Il faut, en effet, ne jamais

perdre de vue que l'expertise est et ne doit être qu'un simple avis. En fait, il est d'ailleurs difficile pour le juge de se refuser d'une manière arbitraire à admettre les opinions d'hommes compétents ; mais, de toute façon, si l'expertise ne lui paraît pas concluante, il peut et doit établir sa conviction sur d'autres preuves. De même, il peut refuser l'expertise demandée par l'accusé en réponse à une première expertise ; de même, il peut refuser d'ordonner une expertise nouvelle quand la première a été déclarée nulle.

Nous voici arrivés maintenant à la phase des débats.

Cités à l'audience, les médecins experts deviennent alors de simples témoins et prêtent — nous l'avons vu — le serment des témoins.

Les experts n'étant plus à ce moment-là que des témoins comme les autres, d'autres médecins peuvent alors être cités au même titre de témoins à la requête de la défense. Le Ministère public peut également user de ce droit, mais on conçoit facilement qu'en pratique ce soit assez rare.

Cette possibilité — notamment pour la défense — de faire citer des experts officieux n'est plus discutée aujourd'hui, mais il n'en n'a pas toujours été ainsi et l'on possède, soutenant la thèse contraire, une circulaire de la Chancellerie du 6 février 1867, approuvée par une partie de la doctrine (1).

Quel est le rôle exact du médecin expert à l'audience ?

Il dépose comme un témoin ordinaire et doit le faire nettement, sans se départir d'une impartialité absolue. Il ne doit jamais croire — ce à quoi il pourrait avoir tendance, surtout si d'autres médecins sont cités par la défense — qu'il est l'expert de l'accusation. Il n'est là que pour dire

(1) Guillot (juge) : Ouvrage sur le projet du C. d'Instr. Criminelle, p. 209.

ce qu'il a constaté et les conclusions qu'il en tire. Il doit fournir toutes les explications nécessaires aux questions à lui posées par le Président lui-même ou le Ministère public, les jurés et la défense, par l'intermédiaire du Président.

A ce sujet se posent des questions très importantes et fort controversées que nous retrouverons dans la partie de cet ouvrage réservée à la critique de l'organisation actuelle.

TITRE III. — Défauts de l'organisation actuelle de l'expertise.

Une trop longue série d'erreurs judiciaires ou tout au moins de décisions qui peuvent être des erreurs judiciaires ont démontré combien sont méritées la plupart des critiques adressées à l'expertise médico-légale, telle qu'elle est aujourd'hui organisée.

D'une part, la capacité des experts ne semble pas, en général — les grands centres exceptés — suffisante ; d'autre part, la procédure ne garantit pas assez l'impartialité de l'expert et de l'expertise et ne respecte pas suffisamment les intérêts mêmes de l'expert.

Dans ce troisième titre nous allons nous attacher plus spécialement et sur ces différents points à la critique de l'organisation actuelle de l'expertise médico-légale.

Paragraphe 1^{er} : CAPACITÉ INSUFFISANTE DES EXPERTS.

De toute évidence, nous n'entendons pas critiquer l'ensemble du corps des médecins légistes. Notre pays compte d'éminents médecins légistes dans nos grandes villes et notamment à Paris. Est-il utile de rappeler les noms des Docteurs Lacassagne et Brouardel, pour ne parler que d'un récent passé.

Mais je ne puis m'empêcher de rappeler un fait présent encore, hélas, à toutes les mémoires. N'a-t-on pas cru nécessaire d'exhumer le corps du malheureux Conseiller Prince

pour le faire examiner par les experts parisiens, alors que ceux de Dijon, médecins connus pour leur savoir et dont la conscience professionnelle ne saurait être suspectée, avaient déjà procédé à l'autopsie. Alors..... si dans un cas grave on peut juger utile de faire recommencer par d'autres médecins des travaux déjà accomplis par des experts commis dans une grande ville de France où existe une Faculté de médecine, comment ne pas être inquiet quand on voit des autopsies qui peuvent avoir la plus haute importance confiées à tel ou tel médecin d'un petit chef-lieu, médecin qui peut être un excellent praticien, mais qui n'est pas forcément un bon médecin légiste.

Etre médecin légiste constitue une spécialité au même titre que pour un médecin être chirurgien ou oculiste. Ne l'est pas qui veut, cela nécessite des études spéciales et ce sont justement ces études qui, à notre sens, ne sont pas suffisamment répandues.

D'autre part, ce ne sont pas seulement des notions techniques spéciales que doit bien posséder le bon médecin légiste, ce sont également certaines notions de droit, absolument indispensables pour lui permettre de bien accomplir sa tâche. Ne serait-ce même qu'une question de terminologie ? On peut très bien concevoir, par exemple, que, chargé de relever les causes d'un empoisonnement, l'expert conclut à la non-culpabilité en disant qu'aucune faute n'a été commise par l'inculpé, sans examiner davantage si la négligence, suffisante (en droit) pour constituer l'homicide par imprudence n'existe pas : sur cet avis, le juge d'instruction pourra alors rendre une ordonnance de non-lieu préjudiciable aux intérêts généraux de la société comme à ceux de la partie civile.

Faut-il un autre exemple ?

Dans son rapport aux débats l'expert peut employer des expressions qui n'ont pas la même signification dans le langage courant ou dans la langue médicale que dans la langue juridique. Ainsi, par exemple, le mot : avortement. En médecine, il signifie l'expulsion du fœtus avant terme, tandis qu'en droit pénal il n'y a avortement que s'il y a manœuvres criminelles. Supposons donc, ce qui est fort possible, que, dans ses explications aux débats, le médecin emploie cette expression dans son sens strictement médical ; il se peut qu'il jette ainsi le trouble dans l'esprit des jurés, voire des juges, et quand même ses conclusions seraient négatives, dans l'esprit des jurés surtout, ne pourra-t-il pas rester l'idée confuse d'une présomption de culpabilité. N'allons point jusqu'à dire que cette négligence de langage irait jusqu'à entraîner une condamnation imméritée, mais, enfin, une chose est certaine, c'est qu'en s'expliquant en clair langage juridique, l'expert peut éviter des conclusions dont parfois les conséquences pourraient être regrettables.

Nous avons dit que les connaissances technique même de trop de médecins commis ne semblaient pas suffisantes. Nos grands médecins légistes sont, en effet, ceux qui se sont attelés d'eux-mêmes, au cours de leur carrière, à l'étude des problèmes si délicats, si complexes, que pose souvent la médecine légale..... mais les autres ? Les autres, c'est-à-dire ceux qui hier, aujourd'hui, demain ont été, sont ou seront commis dans tel quelconque département de France, eux n'ont pas, la plupart du temps, travaillé spécialement ces matières. Il ne leur en est resté que ce qu'ils ont appris au temps de leurs études médicales. Or, même à supposer que l'enseignement donné sur ce point par nos Faculés de Médecine à tous les futurs médecins soit suffisant, combien se sont préparés, réellement, sérieusement, à la pratique

de l'expertise ? Reconnaissons d'ailleurs que cette négligence a ses raisons. Le plus souvent, ces futurs médecins ignorent si, plus tard, ils auront l'occasion d'exercer les fonctions de médecin expert.

D'autre part, ces fonctions offrent, il faut bien l'avouer, un certain nombre d'inconvénients que ne dédommagent pas toujours les ressources pécuniaires que l'on peut en retirer : le temps pris par les recherches médico-légales peut être considérable. Le médecin légiste est sujet à des déplacements continuels et la rémunération à laquelle il a droit ne le dédommage pas toujours du temps perdu si ce médecin a, par ailleurs, une nombreuse clientèle. Souvent, aussi, l'expert est pris à partie dans la presse, surtout quand il s'agit d'une affaire touchant plus au moins à la politique ; il se voit alors attaqué, quelques fois même de la pire façon, dans son savoir et même dans son honneur, risquant ainsi de perdre une partie de sa clientèle, et pour finir, il est encore exposé pendant toute la durée des débats aux critiques acerbes et aux plaisanteries de la défense.

Toutes ces considérations éloignent, n'en doutons pas, d'excellents médecins de l'expertise.

Ajoutons d'ailleurs que rien ne force réellement les étudiants à connaître la médecine légale.

La sanction de l'enseignement théorique donné par la Faculté est, en effet, nettement insuffisant, l'examen de médecine légale étant, en pratique, sans grande valeur. Il n'y a pas d'épreuves spéciales pour cette branche de l'enseignement qui est seulement inscrite au programme du cinquième examen lequel comprend en même temps nombre d'autres matières, notamment hygiène et thérapeutique ; or, il n'est que d'avoir parlé quelquefois avec des étudiants en médecine pour savoir le peu d'importance qu'ils attachent à cette

matière..... et d'ailleurs — comme, hélas, aujourd'hui, dans toutes les études — devant l'abondance des matières, les étudiants sont obligés de se montrer négligents, les professeurs indulgents, de sorte qu'ainsi le savoir réel des étudiants est encore bien au-dessous de l'enseignement de la médecine légale tel qu'il est prévu.

Quant à la formation pratique, elle prête autant à la critique, sinon plus, que la formation théorique.

Si les étudiants peuvent assister quelquefois aux autopsies et aux recherches médico-légales, ils ne peuvent presque jamais y procéder eux-mêmes ; et surtout ils n'assistent pas aux examens des personnes vivantes.

En somme, on peut poser le principe qu'à part de très louables exceptions, les étudiants en médecine savent, en général, très peu de théorie et malgré leur meilleure volonté il leur est impossible d'acquérir la formation pratique indispensable pour l'examen des cas spéciaux de la médecine légale, comme, par exemple, la pendaison, la submersion, les intoxications et surtout les attentats à la pudeur.

Il faut cependant reconnaître qu'un très grand progrès a été réalisé par la création des diplômes de l'Institut médico-légal, diplômes qui sont la sanction d'une formation nettement spécialisée. Mais sur la grande masse des médecins commis journellement par toute la France, combien, même parmi la génération nouvelle, possèdent ce diplôme ?

Paragraphe 2 : DÉFAUTS DU SYSTÈME DE CHOIX.

Si la loi de 1892 et les décrets de 1893 et 1924 qui l'ont complétée ont réalisé un très grand progrès sur l'état anarchique existant précédemment, il n'en reste pas moins que le système actuel est encore bien imparfait et mérite de

grosses critiques. Les conditions exigées pour être admis sur la liste des experts sont insuffisantes et l'autorité chargée de la composition des listes n'a pas, selon nous, toute la compétence nécessaire.

Qui peut être expert dans le système de la loi de 1892 ?

Nous l'avons vu : tout docteur en médecine (et encore, tant qu'il y eut des officiers de santé ils le pouvaient également), à condition d'avoir 5 années d'exercice de la profession médicale.

De l'instruction médico-légale des médecins la loi ne tient donc aucun compte. La situation de faveur dont jouissent les médecins munis du diplôme de l'Institut médico-légal n'est pas une situation légale. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, ces médecins diplômés ne forment qu'une toute petite minorité dans le corps des médecins experts. C'est, d'ailleurs, de cet usage que nous nous inspirerons pour baser sur ce point nos propositions de réformes.

Que penser, d'autre part, de la disposition qui exige 5 années d'exercice de la profession médicale pour l'inscription sur la liste des experts ?

Pour la plupart des médecins, l'immense majorité même, ces cinq années se passent sans grande pratique, si non même sans aucune pratique, de la médecine légale. Aussi, ces cinq années n'apprennent pas plus aux jeunes médecins, au contraire même ; en effet, au sortir de la Faculté, ce dernier connaît — si peu que ce soit — la méthode et les procédés employés dans les laboratoires, et plus on attendra pour le nommer expert, plus il aura oublié cette méthode et comme, en fait, il n'aura pas acquis plus d'expérience, moins il sera apte à l'expertise.

Quant à l'autorité chargée du choix, si respectable qu'elle soit, combien il est facile de la critiquer ! Diverses circu-

laïques ont bien recommandé aux magistrats de choisir en conscience des hommes expérimentés dans chaque partie des sciences médicales ; mais sur quoi s'appuieront donc les magistrats qui ne sont pas techniciens pour désigner le meilleur expert ?

De là à supposer que trop souvent le choix puisse intervenir à la faveur, grâce à d'influentes relations, il n'y a pas loin. Que la règle de droit puisse permettre cet état de choses, même si, en pratique, il n'en n'est pas ainsi, cela suffit à condamner l'organisation actuelle du choix des experts.

Paragraphe 3 : DÉFAUTS DE LA PROCÉDURE CONTRAIRES AUX INTÉRÊTS DE L'INCUPLÉ.

Ces défauts tiennent en deux propositions : 1° l'expert est nommé par les seules autorités judiciaires ; 2° l'inculpé ne jouit d'aucun droit de contrôle. Ces deux défauts nuisent à l'impartialité de l'expertise.

Soit d'abord la nomination des experts.

Nous avons dit déjà ce que nous pensions du système de choix actuel en ce qui concerne la capacité même des experts ; cette fois, nous le critiquons comme contraire au principe fondamental de l'impartialité de l'expertise.

Sans qu'il y ait même à soupçonner sa bonne foi, certains faits, certaines circonstances ne viendront-ils pas influencer le jugement de l'expert dans tel ou tel sens ?

Si ce danger n'existait pas, pourquoi le législateur civil a-t-il accordé aux parties le droit de récuser les experts ? Pour quel motif ?

Il le dit lui-même : « pour les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés ».

Ces raisons valables en droit civil, pourquoi ne sont-elles plus valables en droit pénal.... surtout que le droit pénal considère l'expert comme un témoin. Ce fait de considérer l'expert comme un témoin est, d'ailleurs, peut-être un tort, mais pour une fois où le droit pénal aurait dû en tirer les conséquences logiques il ne l'a pas fait.

Est-il donc impossible de supposer que l'expert se laisse influencer, par exemple, par l'amitié qu'il portait à la victime. Mais surtout, nommé par le juge, l'expert ne sera-t-il pas souvent tenté de se croire l'homme de l'accusation ?

Comment supposer qu'il ne soit pas, en toute bonne foi d'ailleurs, influencé par les instructions et renseignements qu'il a reçus du magistrat sur l'affaire.... et si le magistrat s'est trompé, en s'appuyant, par exemple, sur des témoignages douteux ou sur un simple soupçon, voilà l'expert lancé dans une voie fausse et, à son insu même, il se pourra qu'il dirige ses investigations vers un but préconçu.

Pourquoi ne pas citer une fois de plus cette affaire de la Veuve Druaux qui motiva le projet de réforme Cruppi. Le projet Cruppi ayant échoué, le système de nomination des experts n'ayant en rien varié, cette affaire est encore aujourd'hui comme hier une preuve irréfragable des dangers que nous venons d'énoncer.

La femme Druaux avait été arrêtée sous l'inculpation d'empoisonnement suivi de mort sur les personnes de son mari et de son frère.

Les preuves réunies par l'instruction tendaient toutes à l'empoisonnement criminel ; aussi les experts se laissant entraîner par cette hypothèse conclurent-ils à l'absorption d'un poison violent par les deux victimes. Un chimiste, M. Renard, fut alors chargé de compléter l'enquête des médecins. Il examina les viscères en vue de déterminer le

toxique, mais toujours prévenu par l'idée de manœuvres criminelles, négligea d'examiner le sang... et comme il avait trouvé dans les matières fécales quelque chose ressemblant à une élytre de coléoptère, conclut à un empoisonnement par la cantharide.

S'appuyant alors sur ces travaux d'experts, la Cour d'Assises de la Seine-Inférieure condamna la Veuve Druaux aux travaux forcés à perpétuité.

Or, dans les années qui suivirent, plusieurs personnes habitant la même maison que la Veuve Druaux moururent en présentant les mêmes symptômes d'empoisonnement que les deux premières victimes ou furent gravement malades. On ne pouvait pourtant plus en accuser la Veuve Druaux alors sous les verrous, et c'est seulement à ce moment que l'on pensa qu'un four à chaux voisin de la maison était peut-être pour quelque chose dans tous ces accidents. Le four fût éteint et dès lors il ne se passa plus rien. Il fallut alors reviser le procès et MM. Brouardel, Descouts et Ogier furent commis ; ils n'eurent aucune peine à démontrer que les victimes avaient succombé à une intoxication accidentelle par l'oxyde de carbone provenant du four à chaux.

Acquittée, la femme Druaux obtint, en vertu de la loi du 8 juin 1895, une indemnité de 40.000 francs... mais il y avait 8 ans qu'elle était enfermée pour empoisonnement.

Il nous faut pourtant bien constater, après l'exposé de ces faits, la grande part de responsabilité des experts dans cette erreur judiciaire.

S'ils ne s'étaient pas considérés comme les experts de l'accusation, s'ils avaient été moins enclins à justifier l'opinion du juge d'instruction, ils auraient cherché à vérifier toutes les hypothèses possibles vu les symptômes constatés

et ils n'auraient pas ainsi négligé de procéder à l'analyse du sang, examen qui les auraient conduits vers la vérité.

Deuxième défaut contraire aux intérêts de l'inculpé :

Il n'a aucun droit de contrôle sur les opérations de l'expert. L'accusé et son conseil ne connaissent les résultats des opérations des experts qu'une fois l'information terminée ; ce n'est que devant la juridiction de jugement qu'ils pourront discuter les conclusions du rapport d'expert.

A ce seul moment l'inculpé pourra appeler — comme simple témoin — un homme compétent. A ce seul moment il lui sera possible d'obtenir du tribunal ou de la Cour une contre-expertise. Mais, le plus souvent, le « contre-expert » ne pourra qu'examiner et critiquer les rapports du premier, sans pouvoir aucunement recommencer l'expérience, car presque toujours, ou bien le corps du délit aura disparu, ou bien les premières opérations auront rendu de nouvelles recherches complètement impossibles.

Paragraphe 4 : DÉFAUTS DE LA PROCÉDURE CONTRAIRES AUX INTÉRÊTS DE LA PARTIE CIVILE.

Pas plus que l'inculpé n'est défendue la victime.

La partie civile ne jouit pas de plus de droits que la défense.

Sans doute, en fait, ses intérêts sont protégés par l'accusation. Mais il peut arriver que la partie civile ait des intérêts distincts si, par exemple, certains éléments du fait délictueux aggravent la responsabilité civile.

Dans un autre domaine, ce n'est pas parce qu'il y a un réquisitoire du Ministère public qu'il n'y a pas de plaidoirie de l'avocat de la partie civile. Pourquoi ne pas raisonner de même quand il s'agit de l'expertise ?

Remarquons la différence de la victime se portant partie

civile devant les tribunaux de répression et de la victime se pourvoyant en dommages et intérêts devant la juridiction civile par l'action civile : dans ce cas, elle jouit de garanties qui lui sont refusées devant la juridiction pénale : nomination d'un expert, droit de récusation, présence à l'expertise.

Si nous souhaitons vivement que la loi accorde à l'inculpé toutes garanties nécessaires, convenons qu'il conviendrait encore plus de ne pas oublier la victime !

Paragraphe 5 : DÉFAUTS DE LA PROCÉDURE

CONTRAIRES AUX INTÉRÊTS DES PARTIES INDISTINCTEMENT.

En dehors des défauts signalés comme plus spécialement contraires aux intérêts de l'accusé ou de la partie civile, nous pouvons en relever un certain nombre d'autres également suffisamment graves.

En premier lieu, et sauf dans les grandes villes, les conditions matérielles nécessaires à une bonne expertise ne sont pas assurées. Trop souvent également l'expert procède seul ; or, si grande soit sa science, tout homme est sujet à des erreurs.

D'autre part, n'étant dans ce cas soumis à aucun contrôle, comment ne pas supposer qu'un médecin commis peu consciencieux — ce qui n'est pas impossible — ou simplement pressé, ne soit sujet à bien des négligences. Souvenons-nous de ces paroles toujours vraies, bien que vieilles de trente-cinq ans, du professeur Pinard.

« L'expertise unique et incompétente est, à l'heure actuelle, l'arme la plus dangereuse que je connaisse, car elle peut atteindre dans sa liberté, dans son honneur, qui ? vous tous comme moi...

Quelle que soit la valeur d'un homme, l'expert isolé sera

« toujours un danger, son témoignage ne doit avoir aucune valeur aux yeux de la justice » (1).

Si nous nous rappelons l'affaire de la Veuve Druaux, il est probable qu'un second chimiste nommé par l'accusée, voire même par l'instruction, ne se serait pas contenté des conclusions vagues tirées par le chimiste unique commis, de la présence d'un semblant d'élytre trouvé dans les viscères et aurait analysé le sang : l'oxyde de carbone aurait ainsi été vraisemblablement décélé et une grave erreur judiciaire évitée.

Autre défaut, la rédaction d'un procès-verbal pendant les opérations mêmes de l'expertise n'est pas prévue. Le juge d'instruction, a son greffier pour écrire au fur et à mesure des dépositions des témoins. L'expert, lui, n'est pas soumis à cette règle et pourtant son rôle n'est pas moins important que celui du juge d'instruction.

S'il est seul il ne peut dicter et quand à écrire lui-même pendant les opérations, c'est chose impossible. Tout ce que l'expert peut faire, dans un trop grand nombre de cas, c'est de jeter quelques notes sur le papier quand tout est terminé. Souvent, même, il se fie à sa seule mémoire. De ce fait, combien de fois un expert n'aura-t-il pas oublié au moment de la rédaction de son rapport quelques particularités intéressantes.

Troisième défaut d'intérêt général : la formule même du rapport, ou plus exactement le manque de toute formule, nuisent également à l'expertise. En l'absence surtout d'un procès-verbal des constatations, l'exposé des faits devrait être plus complet qu'il ne l'est très souvent. Il arrive, en

(1) Cité par M. Cruppi dans son second rapport à la Chambre des députés

effet, trop fréquemment, que l'expert néglige cette partie de son rapport ou qu'il signale les seuls faits qui lui ont paru intéressants. Et, cependant, tout devrait être détaillé, car telle particularité, insignifiante pour l'expert, peut être ensuite une révélation pour un médecin plus instruit, ou prendre une grande importance à la suite de la découverte d'un fait nouveau.

« La description, dit Faustin Hélie (1), est sans contredit la partie la plus importante du rapport puisqu'elle renferme les faits qui doivent servir de base aux conclusions, et lors même que celles-ci seraient mal déduites, les faits étant exactement décrits, il serait aisé de les infirmer pour leur en substituer d'autres ; tandis que la plus légère inexactitude, dans le récit des faits, pourrait entraîner les conséquences les plus fâcheuses ». Constatons, en outre, que le rapport doit être d'autant mieux construit qu'il doit être le plus clair possible, s'adressant à des juges et surtout à des jurés qui n'ont, en principe, aucune connaissance médicale. En ce qui concerne les débats, nous pensons que là encore l'expertise unique et sans contrôle de l'inculpé est une grosse faute.

S'il y avait eu un expert nommé par la défense, point ne serait besoin pour elle de faire venir à la barre en simple qualité de témoins des médecins que l'on désigne souvent faussement sous le terme de contre-experts.

La défense n'aurait pas à discuter l'expertise puisque les deux thèses, à supposer qu'il y ait opposition, seraient fondées dans un rapport unique.

Actuellement, au contraire, les discussions de l'avocat et

(1) Instruction criminelle, tome IV, n° 1898.

du Ministère public, des experts et des témoins et des « contre-experts » témoins, font du magistrat et du juré un arbitre en médecine légale, une sorte de tiers-expert sans aucune compétence, et ceci est sans doute une des raisons pour lesquelles les médecins sont les premiers à réclamer avec énergie, sur ce point, une réforme de l'expertise médico-légale.

Mais il nous faut reconnaître que tant que le législateur se refusera à instituer l'expertise médico-légale contradictoire, il est utile de garder la conception de l'expert, simple témoin qui permet, au moins à l'audience, à l'accusé, de mieux assurer sa défense sur le terrain scientifique.

Dans le paragraphe suivant, nous plaçant au point de vue personnel des médecins, nous critiquerons cette assimilation du médecin expert au témoin, assimilation qui entraîne pour le médecin toutes sortes d'inconvénients. Mais il est bien entendu que nos critiques, bonnes en soi, ne doivent être prises en considération, qu'en fonction d'une réorganisation générale de l'expertise respectant davantage les droits de la défense. Cette discussion : experts témoins ou non-témoins, présente également un grand intérêt en ce qui concerne le rôle du médecin expert à l'audience. A ce sujet, nous avons déclaré dans le chapitre premier de cette étude, chapitre consacré à la description de l'organisation actuelle de l'expertise :

« L'expert n'est là que pour dire ce qu'il a constaté et les conclusions qu'il en tire. Il doit fournir toutes les explications nécessaires aux questions à lui posées par le Président lui-même, ou le Ministère public, les jurés et la défense par l'intermédiaire du Président ». Mais le terme même « explications nécessaires » est au fond très vague et ne résoud aucunement une question fort controversée : dans

quelle mesure le médecin expert doit-il interpréter, au point de vue du système de l'accusation ou de la défense, les constatations qu'il a faites lui-même ?

Pour nous, nous croyons qu'il est dangereux de laisser l'expert tirer de ses observations des constatations sortant du domaine scientifique qui doit rester strictement le sien. L'expert ne doit rien dire qui puisse laisser entendre son opinion sur l'innocence ou la culpabilité de l'inculpé. C'est aux magistrats ou aux jurés d'interpréter ses déclarations d'ordre purement technique. Il ne doit faire jouer son autorité en faveur ni de l'accusation, ni de la défense.

A ceux qui, contrairement à cette thèse, prétendent que la présence d'un expert à l'audience perd toute espèce de raison d'être s'il doit se borner à reproduire purement et simplement ses observations écrites, il est facile de répondre que quel que soit le système admis la présence est utile, le tribunal ou le jury pouvant avoir à demander à l'expert des explications techniques complémentaires.

Or il est évident que la théorie restrictive du rôle de l'expert à l'audience, théorie que nous faisons nôtre, est en contradiction avec la notion de l'expert témoin. En effet, les experts cités à l'audience ne sauraient être interrompus quels que fussent les ordres d'idées dans lesquelles leur imagination pourrait les entraîner.

En faveur de la théorie de l'expert témoin on a dit que, grâce à elle, les juges sont moins enclins à se laisser dominer dans leur jugement par l'avis du médecin. Cela est vrai, mais est-il besoin pour en arriver à ce résultat souhaitable de ramener l'expert au rang d'un simple témoin ? Non, il suffit que jury et même magistrats n'oublient pas que l'expertise est un avis technique et n'est que cela..... et que si

les experts sont plus que de simples témoins, ils ne sont, en aucune façon, des magistrats.

Paragraphe 6 : DÉFAUTS PLUS SPÉCIALEMENT CONTRAIRES
AUX INTÉRÊTS DE L'EXPERT LUI-MÊME.

On peut, à notre avis, en relever trois principaux.

En premier lieu, le principe de la réquisition forcée.

L'article 23 de la loi de 1892, voté malgré l'avis de la Commission et de M. Brouardel, commissaire du Gouvernement, déclare :

« Tout docteur en médecine est tenu de déférer aux réquisitions de la justice sous les peines portées à l'article précédent ».

Pourquoi cette disposition ? On dira qu'elle fut votée sous le coup de l'émotion créée par certains événements qui précédèrent le vote de la loi.

Quelques années auparavant, une femme ayant été trouvée morte en complet état de putréfaction, tous les médecins prétextant que le flagrant délit n'existait pas avaient refusé leur concours. Condamnés en simple police ils avaient eu ensuite gain de cause en appel.

D'autres faits du même genre s'étant ensuite produits en divers endroits et des bruits de grèves générales circulant vers 1889 parmi les médecins, le législateur avait cru devoir agir.

Mais, encore une fois, pourquoi avoir soumis à cette réquisition forcée « tout docteur » surtout par une loi qui créait une liste officielle d'experts, qui eux, c'est normal, doivent être soumis au principe de la réquisition forcée.

Même dans les cas de flagrants délits, sauf pour les constatations absolument urgentes, il est bien préférable de com-

mettre les experts officiels, ceux des listes qui, même s'ils ne sont pas sur place, peuvent se déplacer aujourd'hui très facilement vu le développement et la rapidité des communications.

Mais en quoi cette réquisition forcée peut-elle nuire au médecin ?

Supposons un médecin qui, appelé par un de ses malades en danger de mort, est soudain requis pour une affaire qui peut être insignifiante.

De deux choses l'une, ou bien, soit intimidé, soit par ignorance exacte de la situation du malade, il obéit aux ordres et risque ainsi de laisser mourir son client ; ou bien, il refuse et subit ensuite les ennuis d'une condamnation.

Supposons que dans ce cas on l'ait requis pour une autopsie, il ne faut pourtant pas, pour venger les morts, faire mourir les vivants.

Allons plus loin ; supposons un médecin qui, dans une affaire, doute de sa compétence. Obéissant à la réquisition, il prête serment et déclare ensuite en son honneur et conscience qu'il est incompetent.

Que fera alors le tribunal ? Le condamner de son chef ou sur rapport d'experts !!! Le médecin n'est-il pas seul juge de sa compétence ? Il semble pourtant que la vérité de son affirmation, toute de conscience, échappe entièrement à tout examen des experts et des magistrats.

Alors, quel aura donc été, dans ce cas, l'utilité de l'article 23. Quel profit la justice aura-t-elle retiré du seul déplacement physique de ce médecin, honnête homme obéissant à sa réquisition ?

Ajoutons d'ailleurs, et ceci a une portée plus générale, qu'un médecin, même se reconnaissant compétent, mais appelé contre son gré et qui ne déférera à la réquisition

de justice que pour éviter une pénalité et, par suite, une atteinte à sa considération, n'apportera pas un solide concours au magistrat, car on fait rarement bien ce que l'on fait malgré soi.

Deuxième défaut contraire aux intérêts propres de l'expert : son assimilation aux témoins.

D'abord, pourquoi faire prêter serment aux experts à l'audience ?

Ils ont déjà prêté serment au début des opérations d'expertise : n'est-ce pas suffisant ? D'ailleurs ces experts ne sont pas là, comme les témoins, pour dire ce qu'ils ont vu et entendu, mais pour donner leur appréciation sur tel fait, sur telle circonstance.

Cela est tellement vrai que, malgré cette assimilation aux témoins, les experts ne sont pas responsables comme ces derniers de leurs déclarations ; ils ne peuvent être punis des peines de faux témoignage ; enfin, ils ne peuvent être reprochés.

D'autre part, de cette fausse assimilation il résulte que les experts sont inutilement soumis aux mêmes ennuis que les témoins. Avec une différence cependant : c'est que ces derniers ne les subissent qu'accidentellement, tandis que les médecins inscrits sur les listes sont les auxiliaires habituels de la justice.

Ainsi, l'expert doit attendre son tour pour déposer selon le numéro d'ordre qui lui a été donné et l'affaire dure quelquefois plusieurs jours. Enfermé dans la salle des témoins, il s'y trouve dans une promiscuité souvent des plus désagréables.

Le Professeur Lassègue lui-même, qui fut un de nos grands médecins légistes de la fin du siècle dernier, chargé d'une expertise à Versailles, dans une affaire de meurtre

commis dans une maison de tolérance, n'est-il pas resté enfermé dans la salle des témoins, seul homme, pendant trois heures, avec tout le personnel de l'établissement !!!

Ajoutons, enfin, troisième et dernier défaut contraire aux intérêts de l'expert, que l'absence de contrôle, notamment dans les affaires qui soulèvent des polémiques de presse et passionnent l'opinion publique — notamment lorsque la politique s'en mêle — peut nuire à l'expert, tant dans son honneur que dans ses intérêts financiers. Combien de fois la seule présence d'un confrère ferait taire bien des critiques.

Appendice : RÉFLEXIONS ET CRITIQUES SPÉCIALES

A L'EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.

Les défauts signalés de l'expertise médico-légale pénale en son régime actuel se retrouvent tous quand il s'agit de l'expertise psychiatrique. Notamment les dispositions qui restreignent les droits de la défense surtout en lui refusant celui de désigner l'expert dont elle estime que les idées seraient favorables à sa cause, sont encore plus ici contraires à une bonne justice. D'autre part, il faut faire remarquer combien il serait plus nécessaire encore en cette matière que les listes d'experts soient établies en tenant davantage compte des compétences.

Partant de cette idée que tout progrès scientifique est lié à la compétence comme à l'indépendance dans les postes techniques, il conviendrait que les propositions pour les listes d'experts soient faites par les Sociétés au Corps médicaux spécialisés, et notamment par la Société des experts..... et leur nombre devrait être augmenté pour s'assurer le plus de compétences diverses. Ajoutons que les professeurs et méde-

cins spécialisés des asiles ou des services hospitaliers devraient être de droit inscrits sur la liste.

Mais en dehors de ces critiques qui rejoignent celles faites en général à notre organisation actuelle, il nous faut examiner un point qui, s'il déborde un peu le cadre de l'expertise proprement dite, nous intéresse cependant, car il regarde la mentalité dans laquelle le médecin fait son expertise et selon laquelle il déclare : responsable ou non.

L'article 64 du Code Pénal édicte :

« Il n'y a ni crime, ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister ».

Le tout en cette matière est donc de savoir le plus nettement possible ce qu'il faut entendre par « démence » et par « force à laquelle il n'a pu résister ».

A la suite d'une évolution sur laquelle plus n'est besoin d'insister, démence ne s'entend plus aujourd'hui au sens restreint de fureur, mais au sens plus large d'aliénation mentale.

Mais cette interprétation pourtant très extensive se trouve encore dépassée vu les données actuelles de la psychiatrie.

Ne faut-il pas penser avec le Docteur Toulouse, créateur du Centre de Prophylaxie mentale, qu'entre l'aliénation et la psychopathie il n'y a pas de limite bien tranchée (1) ; et examiner favorablement la thèse du Professeur Henri Claude apparentant les criminels aux anormaux : « En résumé, si le criminel ne peut être considéré comme un être présentant en soi constitutionnellement les déficiences psycho-

(1) Dr Toulouse : *L'Expertise psychiatrique*.

morales qui le porteront fatalement à des réactions anti-sociales, il y a toutefois, il faut bien le reconnaître, des individualités quelque peu hybrides, tenant à la fois du criminel et de cet être atypique qu'on a appelé le fou moral, c'est-à-dire le dégénéré pourvu de perversions instinctives particulièrement accentuées et nocives » (1).

Cette tendance de pensée est aujourd'hui celle de la plupart des criminologistes et si on se reporte au rapport de M. Caujole à la Chambre des Députés, sur les « Annexes psychiatriques dans les prisons » (2), rapport qui résume les principaux travaux contemporains sur cette question, on y voit que pour la plupart des criminologistes d'aujourd'hui, les délinquants et surtout les récidivistes sont, en général, des anormaux, des constitutionnels par des tares le plus souvent héréditaires, mais parfois acquise, comme après l'encéphalite léthargique.

Il ressort ainsi de diverses constatations scientifiques qu'il y a 80 % d'anormaux chez les enfants délinquants (3), 66 % dans les prisons d'adultes et 90 % chez les récidivistes (4).

Si ces faits sont exacts, il faut bien alors constater, avec le Docteur Toulouse, qu'éclatent les vieux cadres nosologiques de la médecine mentale, « Il ne s'agit plus de savoir si un criminel est atteint d'une des maladies décrites dans nos classiques, mais de chercher ce que sont ces complexes biopsychiques anormaux, dans quelle mesure ils peuvent expliquer les réactions anti-sociales, enfin, comment on peut agir sur les facteurs profonds qui les conditionnent. Puisque la

(1) Pr. Henri Claude : *Psychiatrie Médico-Légale*.

(2) M. Caujole : Rapport à la Chambre des Députés, session de 1931, n° 5416.

(3) Roubinovitch et Heuyer.

(4) Vervœck.

médecine légale est débordée, elle doit s'adapter à une psychiatrie plus compréhensive. » (1).

Passons maintenant au deuxième terme sujet à discussion de l'article 64 du Code Pénal. Est-ce qu'au lieu se demander si telle impulsion est bien la force irrésistible prévue dans l'article 64 du Code Pénal, ou si la maladie existait au temps de l'action, on ne ferait pas mieux de s'attacher surtout à l'étude de la constitution morbide du sujet au lieu de s'hypnotiser sur cette analyse du complexe qui semble si difficile à faire actuellement.

On voit de suite toute l'importance de la position prise par l'expert quant à sa décision.

Si, en effet, on admet cette théorie moderne de la responsabilité criminelle, on ne comprend plus certaines conclusions d'experts éminents. Ainsi Lacassagne déclarait responsable l'éventreur Vachet après avoir relevé : onze meurtres avec mutilations sexuelles et viols, tentative de suicide, mission divine pour punir les hommes de leurs fautes, internement antérieur.

De même, Dupré considérait comme responsable Soleil-land qui avait étranglé une fillette, après avoir essayé peu de temps avant le même coup sur sa belle-sœur, précoce sexuel avec premiers rapports à douze ans, ayant un frère violent et emprisonné, une grande tante imbécile et deux cousins internés.

De même encore les experts allemands firent condamner Kuerten, le « Vampire de Dusseldorf », auteur de 15 attentats dont 8 suivis de mort, enfant cruel, incendiaire, poursuivi plusieurs fois pour coups et blessures, fils d'un alcoolique condamné pour inceste, frère d'un épileptique.

(1) Dr Toulouse : *L'Expertise psychiatrique* .

Même chose pour les experts qui se prononcèrent sur Haarman « le Boucher du Hanovre », interné antérieurement, qui attirait chez lui des jeunes gens — vingt-quatre — les mordait au cou, les étranglait, les dépeçait, en faisait de la charcuterie, et qui fut déclaré responsable parce qu'aucune maladie ne l'avait réduit, en aucun moment, à l'inconscience.

Aux partisans de la thèse que nous venons d'exposer, le Docteur Rogues de Fursac, reprenant les idées encore prévalentes en médecine légale psychiatrique, répond :

« J'estime que l'expert n'a le droit de déclarer irresponsable un individu que s'il peut proposer des mesures d'ordre médical suffisantes pour assurer la défense sociale, soit en modifiant au moyen d'une thérapeutique appropriée le psychisme du sujet, de façon à supprimer la cause profonde de ses réactions dangereuses (par exemple en lui appliquant un traitement spécifique si ces tendances criminelles sont l'expression d'une syphilis cérébrale), soit, si cette première éventualité ne peut être envisagée, en l'internant dans un asile d'aliénés, avec la certitude que son état mental permettra de l'y conserver aussi longtemps que persistera chez lui l'état dangereux, au besoin toute sa vie. C'est ce dernier point qui est particulièrement délicat » (1).

Ces conclusions n'ébranlent en rien, d'ailleurs, les idées de l'école d'avant guerre et le Docteur Toulouse répond à notre sens très justement au Docteur Rogues de Fursac :

« Ainsi, le critérium de la responsabilité, c'est-à-dire de l'état morbide au sens de l'article 64 du Code Pénal réside dans deux éléments : l'un de thérapeutique et l'autre d'or-

(1) D^r Rogues de Fursac : *Manuel de Psychiatrie*, 1923.

ganisation des asiles. Mais en quoi l'incurabilité d'une maladie l'empêche-t-elle d'être une maladie ? De ce point de vue médico-légal, la démence sénile, certaines psychoses hallucinatoires chroniques ne seraient pas des états pathologiques. Et en quoi la carence des pouvoirs publics dans l'assistance des aliénés ferait-elle qu'un cas de maladie mentale qu'on ne pourrait garder à l'asile ne serait pas une maladie mentale ?

D'autre part — et là nous ne pouvons qu'approuver le Docteur Toulouse qui rappelle ainsi à ses collègues le vrai rôle de l'expert qui est un conseiller technique et non un magistrat, non celui qui juge — n'est-ce pas là une attitude juridique plutôt que médicale ? Le danger, c'est qu'une telle conclusion peut tromper le juge, en lui faisant croire que l'inculpé n'est pas un malade, et également le législateur en lui suggérant qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures nouvelles à l'égard de ces anormaux » (1).

Quoiqu'il en soit, car nous n'avons pas à prendre nettement parti dans une discussion d'ordre scientifique qui regarde avant tout les hommes de l'art, il nous faut constater la grande importance que peut avoir en justice l'appréciation scientifique d'un simple texte pénal. La vie ou la mort de nombreux accusés peuvent en dépendre. A la fin de cette courte étude des questions plus spécialement posées par l'expertise psychiatrique, nous sommes également amenés à constater une fois de plus l'absolue nécessité d'un bon choix des experts, l'expert psychiatre, outre qu'il doit être un bon praticien devant être, de plus, au courant de toute évolution de la pensée scientifique moderne quant au problème de la responsabilité criminelle.

(1) D^r Toulouse : *L'Expertise psychiatrique*.

D'ailleurs, remarquons que bien des questions d'ordre purement juridique viennent se greffer sur cette question centrale de l'interprétation scientifique de l'article 64 du Code Pénal.

Ainsi, même en admettant la théorie suivant laquelle le demi-anormal ne peut être compris dans les précisions de l'article 64, la question s'est posée de savoir si l'application des circonstances atténuantes regardait le psychiatre appelé à conclure carrément à la normalité ou à la psychopathie du sujet.

A notre avis, outre que médicalement le dilemme ne saurait être absolu, nous répondons à cette question par une autre question : quel est donc le rôle de l'expert et dans ce cas plus précis de l'expert aliéniste, si ce n'est fournir au juge des éléments d'appréciation relevant de la science.

Refuser ce droit au médecin expert ne pourrait s'admettre que si sa décision liait absolument le juge.

Là, encore, nous nous heurtons à l'oubli commun à trop de personnes des véritables fonctions de l'expert, celui-ci n'étant et ne devant être qu'un simple donneur d'avis.

CHAPITRE III

Organisation rationnelle d'une bonne Expertise Médico-Légale

TITRE I. — **Choix des experts.**

TITRE II. — **Procédure de l'expertise.**

PREAMBULE

Il ressort de l'examen auquel nous nous sommes livrés dans le chapitre II qu'une bonne expertise médico-légale doit posséder deux qualités essentielles :

1° Capacité et impartialité de l'expert.

2° Impartialité de l'expertise et protection des intérêts de l'expert.

Comment faire passer du plan théorique dans la règle de droit ces qualités fondamentales ? Tel est le but de ce troisième et dernier chapitre.

TITRE I. — Choix des experts.

Paragraphe premier : RÈGLES DU CHOIX.

Dès 1900, dans un rapport à la Société de Médecine légale (1), le professeur Brouardel disait : « Pour être un médecin légiste suffisant, il faut avoir des connaissances complètes en chirurgie, médecine et accouchements ; savoir faire une autopsie, reconnaître les lésions spontanées des lésions provoquées ; être exercé aux recherches microscopiques nécessaires pour distinguer les taches de sang, de sperme, de méconium, etc.... ; avoir étudié les symptômes, les lésions déterminées par les diverses intoxications. Enfin l'expert doit avoir étudié l'aliénation mentale... ».

Rien n'est à retrancher de ces lignes. Vraies en 1900, elles le sont encore plus aujourd'hui, les diverses connaissances auxquelles il est fait allusion n'ayant fait que s'accroître.

Hélas, malgré la réforme de 1892, n'est-il pas encore aujourd'hui trop de médecins commis qui ne répondent qu'imparfaitement à la définition du bon médecin légiste donnée par M. Brouardel.

Pour ce qui est des connaissances générales : médecine, chirurgie, accouchements, on peut faire crédit à l'enseignement excellent donné sur tous ces points par nos Facultés de Médecine.

Mais la médecine légale est une science distincte de la

(1) Brouardel : *Revue de Médecine-Légale*, 1900, p. 7.

médecine proprement dite. Mis à part les cas spéciaux dont parle M. Brouardel et qui réclament des études spéciales, elle a des règles qui lui sont propres, une méthode à elle ; et, de plus, nous l'avons vu, il est bon que l'expert possède certaines connaissances juridiques.

Ce n'est pas un vain mot que de parler de méthodes propres à la médecine légale. Écoutons encore, sur ce point, le professeur Brouardel (1) : « Ce qui constitue le caractère propre de la médecine légale, c'est la façon dont le médecin doit apprécier les questions qui lui sont soumises, les étudier, et en tirer les conclusions. Je dirais volontiers que c'est cette méthode, différente de la méthode des autres sciences médicales, qui constitue l'essence de la médecine légale. Les preuves abondent. Lorsqu'un confrère interroge un médecin praticien sur tel ou tel malade, que lui demande-t-il ? Son opinion sur la nature de la maladie, sur l'avenir du malade. Le médecin répond et procède par affirmations, plus ou moins tempérées par sa prudence, plutôt que par démonstration. La marche de la maladie se chargera de démontrer la valeur de ses appréciations, et au jour le jour, suivant les événements, le médecin les rectifiera. Les faits sont en voie d'évolution, cette évolution est pleine d'inconnu ; le médecin ne raisonne pas sur un fait accompli, définitif, mais sur des probabilités qui sont dans le futur. Il donne une opinion.

« Est-ce là ce qui se passe en médecine légale ? Non, la justice n'intervient que lorsqu'un délit a été commis. Elle n'a pas à prévenir, mais à réprimer. Les faits sur lesquels elle interroge le médecin légiste sont accomplis, définitifs, et

(1) Brouardel : *Introduction du Précis de Médecine-Légale de Ch.-Vibert*, p. 10.

elle lui demande quelles ont été les circonstances du crime ou du délit dont l'interprétation est du ressort du médecin. Celui-ci doit donc fournir, non pas une opinion modifiable suivant les circonstances qui surviendront, il n'en surviendra pas de nouvelles, mais une démonstration. Il doit dire qu'il est évident, qu'il est prouvé, que tel accident a eu pour cause directe tel acte ou tel fait, que la victime a succombé à telle lésion produite par telle arme ou tel coup, ou bien qu'il n'est pas possible de prouver que les choses se sont passées ainsi....

« Il y a donc en médecine légale une méthode propre, elle ne dérive pas de la façon dont le médecin est habitué à raisonner, elle en est très éloignée, et je répète que sa conquête est une des plus grandes difficultés de la pratique médico-légale ».

Tout ceci pour dire que le meilleur médecin ne sera pas nécessairement le meilleur expert et que le médecin légiste a besoin d'avoir reçu une formation très spéciale.

La question du recrutement des médecins experts revient donc à ceci :

Quelles règles établir pour avoir auprès des tribunaux un corps d'experts possédant le plus possible la science et la pratique médico-légale ?

Nous poserons le principe suivant : tout médecin expert devrait être titulaire du diplôme de médecine légale délivré par l'Institut de Médecine légale.

Cette mesure est en effet radicale pour supprimer tout choix au hasard ou à la faveur.

On objectera certainement à cette mesure les grandes difficultés pratiques qu'elle rencontrerait ; on posera notamment la question suivante : y aura-t-il suffisamment de médecins diplômés pour assurer la bonne marche de la justice ?

Nous répondrons à cela que, pour Paris et les grandes villes, la question ne se pose pas. Quant à la province, pourquoi vouloir qu'il y ait un très grand nombre d'experts inscrits sur les listes ? Dans certains endroits, un tout petit nombre suffirait et cela permettrait sans doute aux médecins pourvus du diplôme de se spécialiser davantage et de consacrer la plus grande part de leur activité à la médecine légale qui alors, apanage de quelques-uns, pourrait devenir suffisamment rémunératrice.

D'ailleurs, remarquons le bien, tant que le nombre des diplômés ne sera pas suffisant, il faudra adopter des mesures provisoires de choix.

Nous faisons nôtre à ce point de vue la proposition du Docteur Piétri, médecin-chef à l'Asile de Nice, soutenue par lui au XVIII^e Congrès de Médecine légale de langue française (1) : Les médecins experts seraient uniquement choisis sur une liste élaborée chaque année à la Société de Médecine légale. Les médecins désirant figurer sur cette liste adresseraient leur demande en faisant valoir leurs titres au Président de la Société de Médecine légale. Une commission spéciale sera chargée de dresser cette liste qui sera envoyée chaque année dans tous les Tribunaux et Cours de France.

Ce système, évidemment, cesserait de s'appliquer le jour où il y aurait suffisamment de diplômés, inscrits de droit sur les listes d'experts. Remarquons, d'ailleurs, de suite, qu'il pourrait rester un rôle très important à jouer à ce sujet par la Société de Médecine légale.

Ajoutons qu'à côté des diplômés il y aurait d'autres

(1) Dr Piétri, Rapport au XVIII^e Congrès de Médecine-Légale de langue française : *Annales de Médecine-Légale*, 1933, p. 529.

membres de droit à ajouter sur les listes. Ce sont les savants et praticiens que leur compétence place bien au-dessus de tout contrôle ; ainsi les professeurs et chargés des cours des Facultés et Ecoles de Médecine, les médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux, etc...

Ces suggestions avaient déjà trouvé leur place dans l'article 2 du projet Cruppi adopté par la Chambre des Députés le 30 juin 1899. Ce projet que, sur ce point, nous ne pouvons qu'adopter, est ainsi conçu :

« Les professeurs et chargés de cours desdites Facultés (Médecine, Pharmacie, Science), les médecins, chirurgiens, accoucheurs et pharmaciens des hôpitaux dans les villes où siègent les Facultés et Ecoles de Médecine en plein exercice, les médecins d'hospices et asiles publics d'aliénés, feront partie de droit de cette liste ; ils y seront, autant que possible, classés par catégories, suivant leurs spécialités ».

En ce qui concerne ces experts de droit, ajoutons qu'il ne faudra pas les placer, si un jour un projet de ce genre passe dans notre législation, sur le même plan que les autres experts. Conformément à la théorie que nous avons toujours soutenue et suivant laquelle le meilleur médecin n'est pas nécessairement le meilleur expert, les experts de droit ne devront être appelés que dans les circonstances où leur concours est absolument indispensable.

Sur ce point là nous rejoignons également le projet Cruppi dans son article IV : « Les experts (de droit) ne peuvent être choisis que si cette mesure, qui doit être justifiée par la gravité de l'affaire, est autorisée par ordonnance motivée du Président du tribunal ou de la juridiction saisie ».

Enfin, détail qui a son importance, nous demandons l'abrogation du délai de cinq ans d'exercice de la profession médicale, imposé pour l'inscription sur la liste des experts.

Dans le système que nous préconisons, la capacité scientifique et pratique des candidats experts étant suffisamment jugée par leurs pairs, cette précaution deviendrait tout à fait superflue et ne servirait qu'à orienter les jeunes médecins vers une toute autre voie que la médecine légale.

D'ailleurs, si cette condition est à supprimer dans le système de choix que nous proposons, elle l'est encore plus peut-être dans le système actuel. En effet, comme nous l'avons exposé au titre III de notre deuxième chapitre, ce délai de cinq ans pour la plupart des médecins se passe sans grande pratique et sert plutôt aux jeunes praticiens sortant des Facultés à oublier les quelques connaissances, méthodes et procédés de médecine légale qu'ils ont appris tant à la Faculté qu'à l'hôpital ou au laboratoire.

Si notre législateur ne veut pas changer son système général de choix, qu'il supprime au moins de nos textes cette condition nuisible.

Paragraphe 2 : ORGANISATION INTERNE :

CARACTÈRE DE LA FONCTION DES MÉDECINS LÉGISTES.

En décembre 1928 a été constitué un Syndicat des Médecins légistes français. C'est un premier pas vers une organisation officielle, mais l'adhésion à ce syndicat reste facultative.

Les buts statutaires frappent notamment par la ressemblance d'organisation que les promoteurs de cette association se sont efforcés d'établir entre elle et les Compagnies d'officiers ministériels.

Il faut voir là une manifestation d'une tendance qui s'est déjà manifestée à plusieurs reprises dans le système issu de la loi de 1892.

Comme nous l'avons vu, en effet, dans notre chapitre II, il est certaines règles qui fonctionnarisent plus ou moins les médecins légistes : ainsi la loi du 30 novembre 1892 exigeant dans son article 14, pour les médecins experts, la qualité de citoyens français, et spécialisant d'autre part les médecins experts par le système de la liste annuelle.

Faut-il fonctionnariser davantage encore le corps des médecins experts ? Si, par fonctionnariser il faut entendre : mettre une catégorie de personnes préposées à un service public sous l'autorité directe de l'Etat et les rémunérer par un traitement, nous répondrons catégoriquement : non.

Mais nous nous déclarons non moins nettement partisans d'une organisation réelle du corps des médecins experts.

Il existe aujourd'hui une Société de Médecine légale, un Syndicat des médecins légistes ; or, y a-t-il obligation pour les médecins désignés sur les listes d'experts d'adhérer à ces organisations ? Aucunement.

C'est dans l'obligation de l'adhésion à l'association professionnelle qu'il faut chercher la solution du problème. Il faut organiser les médecins experts sur le type de l'organisation des barreaux. Il faut créer près de chaque tribunal un ordre des médecins experts comme il y a un ordre des avocats.

On ne manquera pas de répondre à cette proposition qu'il est des tribunaux près desquels il sera impossible d'organiser un ordre des médecins experts, vu le peu d'importance de ces tribunaux et par suite le tout petit nombre des médecins experts qui leur sont attachés.

Cette objection est facilement réfutable, car dans de tels cas il n'y aura qu'à constituer non plus un ordre par arrondissement, mais un ordre départemental.

Il y a d'ailleurs à cela des précédents. Quand, après avoir

été supprimés par les décrets Poincaré de 1926, les tribunaux d'arrondissement furent rétablis, le législateur laissa aux Compagnies d'officiers ministériels, avoués et huissiers, la liberté de se reconstituer en chambres d'arrondissement ou de rester organisées en chambres départementales, beaucoup de ces compagnies, notamment de nombreuses compagnies d'huissiers, usant de cette liberté de choix, préférèrent rester chambres départementales.

Les médecins experts n'auront qu'à suivre cet exemple quand ils ne seront pas assez nombreux auprès d'un tribunal pour constituer un ordre.

Allant plus loin, nous demandons également que la fédération de ces ordres constitue la Corporation des médecins légistes.

Le problème soulevé par cette question dépasse d'ailleurs le cadre de notre sujet, car nous touchons au grand problème moderne de l'organisation nouvelle de la Société et de l'Etat.

Nous avons demandé la fédération des différents « ordres » de médecins experts — s'ils se créaient — en une corporation nationale ; si nous traitions ce sujet, nous demanderions la même réforme pour les différents ordres d'avocats comme pour les compagnies d'officiers ministériels. Allant plus loin, et dépassant le cadre des professions libérales spécialisées touchant à l'administration de la justice, nous demanderions de la même façon l'organisation d'un Ordre national des Médecins se substituant à l'anarchie et au manque de contrôle actuellement existant dans cette profession.

Condamnant le libéralisme du siècle passé, libéralisme issu de la Révolution française, qui, si il eut sa raison d'être en réaction contre d'incontestables abus, se révèle aujourd'hui infiniment néfaste, nous croyons, en effet, à la néces-

sité d'une réorganisation sociale basée sur le vieux principe corporatif (corporation obligatoire) rajeuni et adoptée aux besoins de la vie moderne. Cela n'est pas un mythe, une conception de l'esprit irréalisable dans la pratique puisque certains Etats, et en premier lieu l'Italie fasciste, s'efforcent chaque jour d'organiser ce régime chez eux.

TITRE II. — Procédure de l'expertise.

Paragraphe premier : IMPARTIALITÉ DE L'EXPERT.

Dans le système actuel de l'expertise médico-légale criminelle, c'est principalement au préjudice de l'inculpé que peut se manifester la partialité d'un expert.

Dans le système d'expertise contradictoire que nous préconiserons au paragraphe suivant, il est évident que ce danger sera moins à craindre pour l'accusé. Il le serait d'ailleurs encore bien moins si étaient votées les réformes demandées précédemment par nous, quant au recrutement des médecins experts, réformes assurant plus qu'aujourd'hui l'honorabilité et surtout la capacité des praticiens commis.

Néanmoins, on ne saurait en de telles matières, prendre trop de précautions ; il peut y avoir des exceptions et il est des cas où il peut être bon d'écarter tel ou tel expert.

Partant de ce principe, nous demandons que soit inscrit dans la loi pénale le droit de récusation des experts.

Le législateur a admis ce principe en ce qui concerne l'expertise médico-légale en matière civile puisqu'étant assimilée à l'expertise ordinaire, celle-ci se trouve soumise à la règle dictée par les articles 308 et suivants du Code de Procédure civile. « Les experts pourront être récusés par les motifs pour lesquels les témoins sont reprochés ».

Pourquoi ne pas appliquer cette règle devant les tribunaux répressifs ; pourquoi ne pas l'inscrire dans le Code d'Instruction criminelle ?

Si le législateur juge, en effet, qu'il faille ainsi assurer l'impartialité de l'expert devant les tribunaux civils où il ne s'agit que de questions d'intérêts pécuniaires ou de questions d'état, combien plus encore devrait-il l'assurer par le droit de récusation devant les tribunaux de répression qui statuent non seulement sur des intérêts pécuniaires, mais encore sur l'exercice du droit qu'a la société de se défendre contre ceux qui veulent la troubler, comme sur l'honneur la liberté et parfois même la vie des citoyens.

Ce principe de la récusation devrait être admis pour chacune des parties en présence.

On peut objecter à cette réforme le tort que pourrait porter à la réputation d'un médecin une récusation mal fondée. A cela nous répondons que pour éviter cet inconvénient, il n'y aurait qu'à faire passer dans la législation pénale les dispositions de l'article 314 du Code de Procédure civile permettant à l'expert récusé à tort de réclamer des dommages et intérêts en renonçant, bien entendu, dans ce cas, à pratiquer l'expertise.

Ajoutons qu'il est un cas où, selon nous, il devrait y avoir récusation de droit. C'est celui du praticien chargé d'une expertise concernant un de ses clients.

D'une part, l'expert peut même involontairement se montrer partial vis-à-vis de son client.

D'autre part et surtout, l'expert n'est pas lié, vis-à-vis de l'instruction du moins, par le secret professionnel, tandis qu'il le reste en tant que médecin traitant. Or la règle du secret professionnel est absolue quelles que soient les nécessités de la répression. On voit tous les ennuis que peut créer un tel état de choses.

L'article 22, § 3, du règlement adopté par la Confédération des Syndicats médicaux décide que : « En tout état de

cause, le médecin ne peut accepter d'agir comme expert pour le compte d'un tiers, à propos d'un malade qu'il traite ou qu'il a antérieurement traité ».

Nous proposons donc de transformer en une règle de droit ce simple conseil que se donnent eux-mêmes les médecins.

Cette règle devrait s'appliquer d'ailleurs aussi bien aux chefs des services hospitaliers qu'à des médecins privés.

Il faut cependant prévoir des cas où il serait nécessaire de nommer comme expert tel médecin ayant traité le sujet de l'expertise, et cela vu qu'il est seul à posséder telle ou telle compétence technique.

Dans ce cas, l'interdiction pourrait être relevée par ordonnance du Président du tribunal sur avis favorable du Conseil de l'Ordre des médecins légistes dont nous avons demandé par ailleurs la création.

Paragraphe 2 : IMPARTIALITÉ DE L'EXPERTISE.

Pour assurer l'impartialité de l'expertise, nous proposons toute une série de réformes que l'on peut définir comme suit :

Principe de la pluralité des experts.

Expertise contradictoire.

Droit de contrôle de la partie civile.

Réglementation nouvelle des opérations de l'expertise et du rapport.

I

PLURALITÉ DES EXPERTS.

Dans le système actuel, la nomination de plusieurs experts n'est pas une chose rare ; cependant, il n'y a là aucune règle.

Nous demandons que la pluralité soit rendue obligatoire, au moins en matière de crimes et de certains délits graves. Par exemple, pour ce qui est de l'expertise psychiatrique en matière de meurtre et d'attentats sexuels. Cette pluralité nous semble, en effet, autant nécessaire à l'impartialité de l'expertise médico-légale qu'à la bonne exécution des opérations.

D'une part, les questions posées à l'expert étant souvent fort délicates, le savoir et l'expérience d'un confrère peuvent être d'un heureux complément : tel détail qui échappe à l'un peut être relevé par l'autre et souvent une sorte d'émulation naîtra entre les praticiens, émulation qui activera leurs recherches et donnera plus de certitude et de précision aux conclusions fournies.

D'autre part, cette pluralité assurera ce que M. Brouardel appelait « l'impartialité vraie du médecin légiste » et qui consiste d'après lui à savoir dire « je ne sais pas » pour ne pas être obligé de dire ensuite : « je me suis trompé parce que je ne savais pas ».

Il semble, en effet, qu'étant forcé de raisonner devant un confrère l'opinion qu'il avance, l'expert se déclare beaucoup moins facilement compétent à la légère.

Enfin, faisant nôtre une fois de plus l'opinion du Professeur Brouardel, nous déclarons qu'« on peut être certain que devant un confrère, même un ami, un médecin ne péchera pas par négligence, et qu'à la précision de ses recherches se joindra une grande modération dans ses conclusions ». Et le savant professeur ajoutait : « justifier devant un témoin une déduction scientifique nécessite une démonstration, et exclut la possibilité de transformer une simple hypothèse en une affirmation ».

Une seule chose étonne : c'est que cette réforme ne soit

pas encore réalisée. Que l'expertise contradictoire que nous réclamerons dans la suite de cette étude ne soit pas encore passée dans nos lois, cela se conçoit : si elle a de fidèles et ardents partisans, elle possède de non moins ardents adversaires.

Mais le principe de la pluralité des experts, qui donc conteste réellement sa nécessité ?

En 1884, Guillot écrivait déjà dans ses principes du nouveau code d'instruction criminelle : « l'expert trouverait une grande sécurité vis-à-vis de lui-même et une grande force vis-à-vis du public si, au lieu d'être seul à soutenir ses conclusions, il pouvait s'appuyer sur l'opinion d'un confrère. D'un autre côté, la présence d'un second expert serait de nature à prévenir les erreurs involontaires qu'un seul pourrait commettre ; il se produirait entre eux une sorte d'émulation. Comme l'esprit du savant est toujours tendu vers le progrès, les deux experts, dans leurs recherches, seraient stimulés par le désir de découvrir une particularité intéressante, de signaler un aperçu nouveau, de se donner l'un à l'autre la mesure de leur science et de leur perspicacité ».

1884 !!!

Plus de 50 ans que ces lignes sont écrites et malgré la quasi unanimité de tous, rien n'a été fait !!!

O beauté de notre système législatif !

II

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE.

Qu'est-ce que l'expertise contradictoire ? Dans son discours du 29 juin 1899, M. Cruppi la définit ainsi :

« Le mot contradictoire, au sens ordinaire de cette expression dans le langage du droit, veut dire que les deux parties sont entendues, qu'elles ont chacune fait une désignation d'expert ».

Dans sa simplicité, cette brève définition nous semble la meilleure et nous ne pouvons que la faire entièrement nôtre.

Le but de cette institution est d'assurer une plus grande protection de l'inculpé.

Nous avons exposé, en temps voulu, les défauts que présente sur ce point, l'organisation actuelle du régime d'expertise.

Nous référant à ces critiques, nous concluons maintenant qu'il est indispensable de faire en sorte qu'il n'y ait pas qu'un expert ou des experts qui ont trop souvent, involontairement d'ailleurs, tendance à se conduire en véritables collaborateurs de l'accusation.

L'expertise contradictoire obligatoire sur la demande de la défense, au moins dans les cas où plusieurs experts devront être commis, nous semble répondre avec complète satisfaction à ces préoccupations.

Cependant, avant de préciser notre conception de l'organisation de l'expertise contradictoire, il nous faut examiner s'il n'existerait pas d'autres moyens de parvenir au même but : à savoir toujours une plus grande impartialité de l'expertise et parmi ceux-ci il en est un qui doit retenir plus spécialement notre attention, parce qu'il est le plus récent, c'est le système instauré par le nouveau code pénal italien : soit l'institution de consultants techniques.

L'article 323 du Code Pénal italien porte, en effet, la disposition suivante :

« La partie privée qui y a intérêt, dans un délai de trois jours à partir de l'échéance du terme établi par le juge,

a faculté de nommer par l'intermédiaire de son défenseur et à ses frais un consultant technique, en le choisissant parmi les personnes qu'il estime idoines. Il est donné avis d'une telle nomination dans le même temps sous peine de déchéance, au juge instructeur et au ministère public, avec déclaration écrite présentée respectivement au greffier et au secrétaire ».

En quoi consiste le rôle de ces consultants techniques ; quels sont leurs pouvoirs ? L'article 324 du Code Pénal italien nous l'indique en ces termes :

« Les consultants techniques ont faculté d'examiner et de prendre copie aux frais de la partie des avis et des rapports de l'expertise.

Ils peuvent aussi demander au juge d'être admis à l'examen de la personne ou de la chose, objet de l'expertise. Si le juge décide d'accueillir en tout ou en partie cette requête, il émet une ordonnance par laquelle il pourvoit à ce que l'examen ait lieu en sa présence ou en celle du greffier ou bien de l'expert nommé par lui dans le temps et le mode qu'il établit.

En aucun cas, la clôture de l'instruction ne peut être retardée par l'exécution de telles mesures ».

Enfin, d'après l'article 325, « les défenseurs des parties intéressées ont faculté de déposer au secrétariat du juge les observations qui leur ont été présentées par les consultants techniques respectifs.

Une telle faculté doit être exercée, sous peine de déchéance, au moins cinq jours avant les débats.

Le procès-verbal de dépôt est signé du défenseur ».

Que faut-il penser de cette législation ?

Nous devons d'abord constater que le seul droit intégralement accordé aux consultants techniques est « la faculté

d'examiner et de prendre copie des avis et des rapports de l'expertise ».

Sur ce point, nous pouvons les assimiler aux médecins cités chez nous comme témoins à l'audience par la défense, médecins auxquels on donne souvent à tort le qualificatif de contre-experts.

Nous avons déjà dit combien une telle faculté est insuffisante, ces contre-experts qui n'ont pu examiner l'objet de l'expertise, qui travaillent uniquement sur les rapports des experts officiels étant nécessairement en état d'infériorité quant à la valeur de leurs travaux d'une part, quant à l'importance à eux accordée par la juridiction répressive d'autre part.

Si la législation italienne s'en tenait là, elle ne serait donc pas pour nous particulièrement intéressante. Mais le législateur italien a été plus loin : il a, en effet, décidé que le juge peut autoriser sur leur demande et par voie d'ordonnance les consultants techniques à examiner la personne ou la chose objet de l'expertise, cet examen devant avoir lieu soit en présence du dit juge, soit en présence de l'expert nommé par lui, soit en présence du greffier.

Que cette innovation marque un progrès certain sur la législation française, il n'y a pas le moindre doute ; mais nous ne voyons pas là le régime idéal, tant s'en faut, et, pour nous, le système italien reste incomplet et n'est, somme toute, qu'un compromis entre le système existant actuellement chez nous et le régime de l'expertise contradictoire intégrale qui garde toute notre faveur.

En premier lieu, nous reprochons à la législation italienne de n'avoir pas rendu obligatoire l'examen de l'objet de l'expertise par le consultant technique, du moins quand celui-ci le demande. Ce n'est donc pas un droit qui est ac-

cordé à ce dernier, mais une simple faveur que le juge lui accorde ou lui refuse à son gré. Il y a seulement un obstacle possible à l'impartialité de l'expertise.

D'autre part, nous critiquons la disposition d'après laquelle cet examen auquel le consultant technique « pourra » être admis à procéder, doit avoir lieu ou en présence du juge, ou en présence du greffier, ou en présence de l'expert officiel. Il nous semble, en effet, nécessaire que, dans ce cas, les deux experts procèdent ensemble à toutes les opérations, or la loi italienne ne leur crée pas cette obligation.

Partant de cette même idée, nous critiquons les dispositions de l'article 325 du Code Pénal italien permettant aux défenseurs des parties intéressées de déposer au secrétariat du juge les observations qui leur ont été présentées par les consultants techniques respectifs.

Pourquoi n'avoir pas décidé le dépôt d'un véritable rapport par les consultants techniques ? Mais, surtout, nous reprochons à ces dispositions d'avoir admis la dualité de constatations. Un des plus gros reproches que l'on puisse faire, en effet, à l'expertise contradictoire et à tout système qui tend vers elle, c'est de créer deux groupes d'experts ayant nécessairement chacun leur parti pris et dont les conclusions seront nécessairement opposées : or la législation italienne prête, sur ce point, le flanc à la critique des partisans de notre régime actuel.

Pour nous, l'expertise contradictoire ne doit pas être prétexte à une guerre obligatoire entre deux thèses par principe opposées, et nous pensons que contre ce danger fort possible la loi qui instituera ce régime que nous réclamons devra prendre ses précautions. Partant du principe que, nommés par l'inculpé ou par les autorités judiciaires, les experts ont la même mission, la recherche de la vérité,

nous demanderons dans notre projet qu'ayant les mêmes droits et les mêmes prérogatives, ces experts procèdent ensemble à toutes les opérations et que leurs conclusions soient prises dans un rapport commun.

Quoiqu'il en soit, tout ceci nous amène à conclure que, malgré les avantages nombreux qu'elle présente en comparaison de la législation française, la loi italienne ne nous satisfait pas entièrement et nous lui préférons l'expertise contradictoire obligatoire.

Partisans résolus de cette réforme complète, comment la concevons-nous ?

Nous demandons que dans un délai relativement court, trois jours par exemple, partant de la notification à lui faite par le juge de la nomination d'un ou plusieurs experts, l'inculpé ait le droit d'en choisir un nombre égal.

Nous demandons également que l'inculpé jouisse du même droit dans le cas de l'expertise spéciale ordonnée par le Président de la Cour d'Assises, mais, dans ce cas, il ne jouira, bien entendu, d'aucun délai et devra se décider séance tenante. Enfin, dans le cas où il y a plusieurs inculpés, il faudra que ceux-ci s'entendent pour désigner le ou les experts communs.

Quant aux droits et prérogatives de ces experts désignés par l'inculpé, ils devront être les mêmes que ceux des experts commis par le juge d'instruction. Bien plus, vu que tous ces experts ont un but commun qui est d'éclairer la justice, nous demandons qu'ils procèdent ensemble à toutes les opérations d'expertise et que leurs conclusions, après avoir été discutées contradictoirement, soient consignées dans un rapport commun.

Bien entendu, ces deux catégories d'experts seront choisis

sur des listes communes établies comme nous l'avons précédemment demandé.

N'existe-t-il pas des cas où l'expertise ne pourra pas être contradictoire ? Si : par exemple lorsque l'inculpé n'aura pas choisi son expert dans le délai fixé, ou bien lorsque l'auteur du délit est inconnu ou le prévenu en fuite.

Dans ces différents cas il faudra qu'au moins la pluralité des experts nommés par le juge soit obligatoire.

Il est, d'autre part, évident que point ne sera besoin d'imposer à l'inculpé l'expertise contradictoire si ce dernier y renonce formellement, car, conseillé par son défenseur, il n'agira ainsi que si, réellement, il n'a aucun avantage à retirer de cette mesure.

Dans les cas d'extrême urgence, cette procédure contradictoire devient également impossible. Il est évident que, dans ces cas, notamment lorsqu'ils se sont transportés sur les lieux pour constater un flagrant délit ou lorsque les indices sont sur le point de disparaître, le Procureur de la République et le juge d'instruction pourront nommer un seul expert, voire même un médecin non inscrit sur les listes officielles s'il n'est pas possible de faire autrement.

Mais remarquons que, dans ce cas, le principe de l'expertise contradictoire subsiste pour des autres recherches et constatations qui auront lieu par la suite ainsi que pour le rapport, à moins que les premières constatations soient jugées suffisantes par le magistrat instructeur et par l'inculpé. Autrement les experts seront ensuite désignés dans les formes ordinaires et le procès-verbal, ainsi que tous les documents leur étant transmis, ils compléteront l'expertise et dresseront leur rapport.

Reste une des plus grosses difficultés à résoudre pour

une bonne organisation d'expertise contradictoire : celle de l'arbitrage.

Le système que nous préconisons met, en effet, face à face deux experts ou deux groupes d'experts représentant des intérêts distincts. Malgré le but commun qu'ils poursuivent, éclairer la justice, il peut arriver et il arrivera souvent que le désaccord naisse entre eux. Comment, dans ce cas, les départager ?

Dans son projet de loi voté par la Chambre des Députés en 1898 et qui ne fut jamais appliqué, M. Cruppi, se ralliant à l'avis de la Commission de réforme judiciaire, demandait qu'en cas de désaccord, les experts fussent départagés par un tiers expert. Celui-ci aurait été désigné par les experts eux-mêmes et au cas où ils n'auraient pu s'entendre sur ce choix par le Président de la juridiction saisie.

Sur ce point, nous n'approuvons pas M. Cruppi.

Qui sera, en effet, ce tiers expert ? Un médecin expert comme ceux qui n'ont pu se mettre d'accord. Aura-t-il nécessairement une valeur scientifique plus grande que ses confrères déjà choisis ou commis ? Il n'y aura là rien d'obligatoire. S'il se prononce notamment complètement en faveur d'une des deux thèses, celle-ci l'emportera en quelque sorte à la majorité.

Or, la vérité dépend-elle de la majorité ou de la compétence ?

Nous sommes de ceux qui pensons que la loi de majorité n'est jamais qu'un pis-aller ou tout au moins une solution facile.

Aussi voulons-nous que le pouvoir appelé à trancher le différend soit, en principe, d'une compétence supérieure à celle des experts en conflit.

Pour cette raison, pensant qu'il y aura d'autant plus de

supériorité que l'on assemblera de gens compétents pour se prononcer, nous réclamons la création de commissions de super-arbitres.

Certes, nous savons qu'une telle réforme entraîne beaucoup plus de complications, présente plus de difficultés. Ajoutons qu'elle serait d'autant plus facile et logique dans l'organisation corporative des médecins experts dont nous avons par ailleurs demandé la création.

Cette commission de super-arbitres serait auprès de chaque Cour d'Appel le Conseil de l'Ordre des médecins légistes, aux membres desquels seraient adjoints, dans les ressorts où existent des villes de Facultés, les professeurs des Facultés de Médecine. Cette commission pourrait être divisée en sections, suivant les compétences. Une fois étudié le cas à elle soumis, elle désignerait un rapporteur pour développer ses conclusions devant la juridiction saisie.

De cette façon disparaîtraient les contre-expertises, que l'on admette d'ailleurs le système du tiers expert ou celui de la commission de super-arbitres. En effet, ou bien les deux experts ou les deux groupes d'experts sont d'accord et rédigent en commun leur procès-verbal, ou bien le rapport est fait par la commission de super-arbitres ou le tiers expert, mais, de toutes façons, sont évitées devant le tribunal ou la Cour les discussions dangereuses qui ne servent qu'à embrouiller les magistrats ou les jurés.

III

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE (suite) :

DROIT DE CONTRÔLE DE LA PARTIE CIVILE.

Dans la majeure partie des cas, les intérêts de la partie civile sont liés à ceux de la société. Cependant, dans la

partie de cet ouvrage consacrée à la critique de l'organisation actuelle du régime de l'expertise, nous avons vu qu'il existe des cas où cette union des deux intérêts n'existe pas, où ils sont distincts.

Or, si une bonne organisation doit sauvegarder les droits de la société et de l'inculpé, elle doit aussi permettre à la partie civile de défendre en tous les cas les siens.

Il ne saurait, à notre avis, être question de lui permettre de désigner un expert. On aboutirait ainsi à une trop grande complication si chaque affaire comprenait trois experts ou trois groupes d'experts différents à l'origine de leur choix et les critiques de l'expertise contradictoire auraient beau jeu.

Il est, d'autre part, difficile de délimiter nettement un nombre de cas où la partie civile jouirait de ce droit, et dans ces cas seulement.

Aussi proposons-nous qu'à défaut d'une participation à l'expertise, qui se révèle difficile sinon impossible, la partie civile ait droit, dans tous les cas, à une représentation compétente : qu'elle puisse s'adjoindre un médecin, choisi sur la liste officielle, qui, surveillant les opérations des experts, ferait en son lieu et place tels dires et réquisitions qu'il jugerait convenable, mais sans avoir le droit de procéder lui-même à l'expertise.

IV

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE (suite) :

RÉGLEMENTATION DES OPÉRATIONS ET DU RAPPORT.

A) Ne serait-il pas souhaitable que soient réglementées, dans leurs grandes lignes du moins, les opérations mêmes de l'expertise ?

Ici l'on rentre dans un domaine beaucoup plus scienti-

fique que juridique et nous laissons la parole aux médecins eux-mêmes.

Cependant, sans nous prononcer nettement sur cette question, et constatant que cette méthode est employée avec succès, semble-t-il, en Allemagne, nous demandons si ce ne serait pas un progrès dans l'organisation de l'expertise que de faire dresser de temps en temps, par une commission composée de médecins légistes et de criminalistes éminents, des feuilles d'examens, des guides, pour les cas que l'on peut d'ores et déjà prévoir en médecine légale. Les experts seraient astreints à suivre les indications données par ces personnes d'une compétence exceptionnelle, étant bien entendu qu'ils pourraient toujours faire en plus des opérations prévues tous examens et constatations leur semblant nécessaires.

B) Nous demandons que soit rendue obligatoire la présence du magistrat et d'un greffier à l'expertise, au moins aux autopsies, ainsi que cela se passe en Allemagne. Cette présence n'est chez nous que facultative et à Paris, du moins, elle est extrêmement rare.

Ajoutons que si nous ne demandons l'obligation de la présence du magistrat que dans le cas d'autopsie, c'est que cette expertise, d'une gravité particulière, mérite d'être toujours surveillée.

Quant aux autres expertises, elles aussi auraient bien besoin souvent d'être surveillées par le magistrat, mais il est difficile, surtout dans les grandes villes, d'imposer aux magistrats du Parquet ou de l'Instruction une telle charge. Cependant, c'est aux magistrats à avoir suffisamment de conscience professionnelle pour s'astreindre eux-mêmes à cette présence lorsqu'ils la jugent nécessaire.

C) Rédaction d'un procès-verbal : en fait, comme nous

l'avons dit dans la partie de cet ouvrage consacrée à la critique de l'actuel système d'expertise, les experts se contentent le plus souvent de prendre quelques notes une fois les opérations terminées, ce qui fait que si l'examen a duré longtemps il semble que bien des détails puissent être oubliés et notamment des détails qui, pendant l'examen, ont pu paraître n'avoir aucune importance et qui auraient peut-être mis les experts sur la voie de la vérité au moment de rapprocher leurs diverses constatations pour conclure. Ce danger, remarquons-le, sera d'ailleurs d'autant plus grand que les experts attendront plusieurs jours pour consigner leurs observations et dresser leur rapport.

Il semble d'ailleurs que dans le système d'expertise contradictoire que nous proposons, ce danger sera moins grand, vu que les deux experts ou les deux groupes d'experts exerceront nécessairement l'un sur l'autre un certain contrôle ; cependant, même atténué, ce grave défaut subsistera.

Aussi, pour le supprimer, nous demandons que, dans certains cas du moins, par exemple dans le cas d'autopsie, la présence du greffier soit obligatoire, pour écrire au fur et à mesure, sous la dictée des experts, le résultat de leurs constatations. Tandis que l'original de ce procès-verbal resterait aux mains du juge d'instruction, copie en serait remise aux experts qui, dans le silence de leur cabinet, en ayant sous les yeux toutes les données exactes de leur examen, pourraient ainsi rédiger leur rapport en toute connaissance de cause.

D) Nous voici arrivés à la question du rapport lui-même : question extrêmement importante puisqu'au fond, le rapport, c'est le moyen par lequel est donné aux magistrats une vue exacte des travaux et des résultats de l'expertise.....

ou tout au moins il importe que cette vue soit exacte et qu'en même temps les droits de chacun soient respectés.

Puisque chacun, dans le système que nous avons proposé, aura déjà pu, au cours de l'instruction préparatoire, contrôler et discuter l'expertise, le contrôle de l'expertise par les parties, la discussion des opérations et des conclusions des experts deviendront, nous semble-t-il, inutiles pendant l'instruction définitive. Il suffira de communiquer aux magistrats le rapport unique des experts ou celui de la commission des super-arbitres. Cette réforme évitera de faire intervenir dans le débat public les différents experts — ce qui détruirait l'effet de « l'unité » du rapport — et de les laisser discuter devant des juges plus ou moins compétents ou des jurés incompetents.

Cependant, n'oubliant pas ce principe fondamental de toute expertise que les experts ne sont que des consultants techniques, et que les juges ou jurés ne doivent en aucune façon être liés par le rapport, nous précisons que si la réforme que nous proposons était adoptée, elle n'entraînerait que la suppression de l'obligation aujourd'hui existante d'entendre les experts à l'audience ; juges et jurés garderaient le droit d'appeler les experts, soit pour leur faire lire eux-mêmes le rapport, soit pour les interroger sur tous les points qui pourraient leur paraître obscurs.

Bien entendu, comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, fait qui conditionne toute la thèse que nous venons de soutenir, le rapport déposé sera un rapport unique, établi en cas de contestation entre les experts par la commission des super-arbitres.

E) Revenant sur les opérations mêmes de l'expertise, il nous faut poser encore une question : l'expert pourra-t-il, dans notre système, entendre des témoins ? Notre réponse

sera nettement négative. D'abord pour une raison de principe. Dès le début de cette étude consacrée à l'expertise médico-légale en matière criminelle, nous avons posé comme fondamental et dominant tout le reste de nos explications, le principe que l'expert est et n'est qu'un conseiller technique, conseiller d'un genre quasi officiel c'est entendu, mais aucunement magistrat.

L'enquête est et doit rester l'apanage même du juge et du seul juge d'instruction. Pas plus demain qu'aujourd'hui, quelque soit le système nouveau adopté dans l'organisation de l'expertise, le droit de procéder à une véritable enquête ne doit être reconnu au médecin expert sous prétexte de se documenter.

Une telle réforme, outre qu'elle serait contraire au principe même de l'expertise en substituant le règne de la technique souveraine à celui du droit représenté par le juge, risquerait de faire naître à l'audience des incidents fâcheux. Les experts pourraient, en effet, y voir contester la valeur des témoignages reçus par eux et, par suite, diminuer en même temps, sinon détruire complètement l'autorité de leurs autres constatations.

Cependant, vu que, dans certains cas, l'expert peut avoir besoin de tel ou tel renseignement qui lui est vraiment indispensable pour se faire une opinion sur la question technique même qui lui est posée, il doit pouvoir, selon nous, demander au juge d'instruction la permission d'entendre des tiers, seuls capables de le fixer sur certaines circonstances d'ordre matériel. D'ailleurs, bien remarquer que les déclarations ainsi recueillies ne devront valoir qu'à titre de simples renseignements et aucunement de témoignages, les tiers interrogés ne déposant pas sous la foi du serment.

D'autre part, les juges d'instruction ne devront accorder

à l'expert cette faculté que dans les cas où ils jugeront qu'il y a à cela de bonnes raisons et où ils ne jugeront pas utile de citer régulièrement ces tiers comme témoins. Dans le cas, en effet, où ils seraient témoins réguliers, il n'y aurait, en effet, pas de question puisque le médecin expert n'aurait qu'à assister à la déposition du témoin et à lui faire poser par le juge toutes les questions qu'il jugerait nécessaire.

Ajoutons que, pareillement, les experts commis pourront demander au juge l'autorisation d'entendre un de leur confrère spécialiste ; mais le juge ne devra accorder cette autorisation que lorsque les experts auront à s'éclairer auprès de spécialistes à propos, et à propos seulement, d'une question particulière.

Mais, par contre, le juge devra refuser cette autorisation dans les cas où le rôle du spécialiste consulté par ses collègues deviendrait prépondérant et qu'en fait ce serait lui le véritable expert. Dans ce cas, les experts commis devront avoir le droit de se récuser vu leur incompétence et de faire nommer expert le spécialiste en question, où tout au moins de se le faire officiellement adjoindre comme nouvel expert. Nous résumant sur ce point, il faudra donc admettre le droit pour le juge d'autoriser les experts à provoquer en dehors d'eux une nouvelle documentation, mais à condition qu'en faisant état eux-mêmes dans leur rapport, ils y forment leur appréciation personnelle motivée. Au cas contraire, les experts devront demander au juge d'instruction de nommer de nouveaux experts ou tout au moins de leur adjoindre, en qualité d'expert officiel, le spécialiste dont l'avis est devenu absolument nécessaire.

V

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE (suite) :

OBJECTIONS FAITES A CE SYSTÈME

ET RÉFUTATION DE CES OBJECTIONS.

On a fait au système de l'expertise contradictoire plusieurs objections qui, à notre sens, ne peuvent tenir en face des avantages immenses qu'apporterait une telle réforme.

On a dit tout d'abord : il est des expertises qui ne peuvent être opérées commodément que par un seul praticien, l'autopsie par exemple. En admettant même la valeur de cette observation au point de vue scientifique, pourquoi n'y aurait-il pas, cependant, dans ce cas, d'expertise contradictoire ? Il n'y a qu'à décider qu'un seul médecin fera l'autopsie, mais l'expert choisi par l'inculpé devra être présent et pouvoir présenter, en cas de besoin, ses observations à son confrère ; tous deux ensuite travailleront à la rédaction du rapport.

De même, dans le cas d'examen mental : s'il est exact que le concours de plusieurs personnes pour faire cet examen peut compromettre son résultat, pourquoi l'examen ne se ferait-il pas isolément, successivement, par les experts qui, ensuite, se complétant et se corrigeant, feront en commun le rapport.

On fait également à l'expertise contradictoire une autre objection, beaucoup plus solide celle-là. C'est une objection de principe.

On a soutenu qu'une telle réforme serait contraire à la notion même d'expertise. On a dit : l'expert actuel n'a qu'un but : la recherche de la vérité ; lui opposer un autre expert qui, désigné par la défense, agira nécessairement comme une sorte de défenseur technique, c'est vouloir l'animer d'hosti-

lité, tout au moins de partialité vis-à-vis de l'inculpé, l'inciter, cette fois, à être vraiment l'expert de l'accusation.

A propos de cette objection, M. Donnedieu de Vabres attire avec grande raison l'attention sur l'identité de cet argument avec celui qu'ont fait valoir les adversaires de l'instruction contradictoire. Il rappelle que lorsqu'en 1670, il fut question de faire assister l'inculpé d'un avocat, pendant l'instruction préparatoire, et quand en 1893 on proposa d'élargir les prérogatives de la défense, les partisans du « statu quo » objectèrent que de telles innovations étaient inutiles vu que le juge n'est pas, par principe, l'ennemi de l'inculpé et qu'il instruit à la fois à charge et à décharge. Or, que sont devenues ces objections ? Qui conteste aujourd'hui l'utilité de la présence de l'avocat à l'instruction ? Cette présence a-t-elle fait du juge d'instruction un ennemi de l'inculpé acharné à sa perte ; a-t-elle, par suite, manqué son but ? Qui donc oserait le soutenir ?

N'oublions pas que, lorsqu'en 1897, fut instituée l'instruction « contradictoire », cette réforme ne procédait pas d'un sentiment de méfiance à l'égard de la bonne foi ou de l'impartialité du juge d'instruction, mais simplement de cette observation exacte que, lorsque dans l'esprit d'un homme chargé de la difficile mission de découvrir la vérité, s'est fait jour une opinion, il est presque nécessairement amené à interpréter dans le sens de sa conviction les indices qui pourront se révéler par la suite, sans pour cela que cet homme obéisse à un esprit de partialité : ou bien il exagérera tel fait, ou bien il négligera tel autre, ou bien encore il omettra des recherches complémentaires qu'il aurait dû effectuer à la suite de tel ou tel indice.

C'est par suite d'une longue expérience, qui a prouvé combien un tel préjugé né dans l'esprit du juge pouvait avoir

de conséquences irréparables, que l'on admit le contrôle de toute l'instruction par la défense.

Or cette question du préjugé, elle se pose de la même façon pour l'expert.

Si savant, si consciencieux, si désintéressé qu'il soit, le médecin peut se laisser influencer par les idées du juge d'instruction qui le commet ; il peut également lui-même se forger telle ou telle idée préconçue qui nuira à l'impartialité de ses recherches ; il peut, notamment, au strict point de vue scientifique, obéir à un système qui lui est cher et qui n'est pas forcément la vérité absolue.

Tout cela réduit à bien peu de chose les accusations de principe portées contre l'expertise contradictoire et elle s'imposera comme s'est imposée la participation de la défense à l'instruction.

Il n'est, selon nous, aucunement désirable de chercher par un moyen quelconque à empêcher la contradiction de se produire, soit pour ne pas ébranler la conscience du juge, soit pour ne pas inquiéter l'opinion. Nous pensons, avec le Docteur Toulouse, que « la contradiction se fera toujours et dans les circonstances les plus mauvaises » et que, par suite, il est « préférable de la réglementer, car la recherche de la vérité et la critique des idées doivent être les bases de toute action judiciaire comme de toute recherche scientifique ».

Donnons comme conclusion à cette discussion ces quelques paroles de M. Cruppi, relevées dans l'exposé des motifs de sa proposition originaire et où il expose ce que serait, sous le régime de l'expertise contradictoire, la collaboration des experts.

« Il est clair que des opérations conduites par deux experts qui auraient le souci commun de la justice, mais dont l'un représenterait plus spécialement la thèse de l'accusation et

l'autre la thèse de la défense, offriront les plus sérieuses garanties surtout si les experts désignés offrent par eux-mêmes des garanties de capacité. De cette manière on a toute raison de croire qu'aucune exagération ou dénaturation ne peut se produire sans être aussitôt relevée, qu'aucune recherche utile à la manifestation de la vérité ne sera omise ».

VI

L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE (suite) :

ETUDIÉE PLUS SPÉCIALEMENT AU POINT DE VUE PSYCHIATRIQUE.

Les Professeurs Raviart et Vullien, dans un article paru dans le numéro de juin 1934 des *Annales de médecine légale*, se déclarent adversaires de l'expertise mentale contradictoire et ce pour des raisons inspirées de toutes celles que nous avons déjà eu l'occasion de combattre à propos de l'expertise contradictoire en général.

Cependant, ils sentent tellement bien que plus encore sur ce terrain le système actuel est déficitaire, qu'ils proposent eux-mêmes toute une série de réformes. Ils réclament d'abord un meilleur choix des experts : nous avons déjà dit en temps utile ce que nous pensions d'une réforme en ce sens et combien nous en étions partisans.

Ils réclament en outre diverses mesures de grande envergure que nous ne pouvons qu'approuver comme, par exemple : l'adoption d'un vocabulaire officiel et dès que faire se pourra la modification du Code Pénal dans le sens de la défense sociale — imitant en cela la loi belge — et la création d'établissements nécessités par cette réforme et réalisant la parfaite harmonie entre les acquisitions psychiques actuelles et les nécessités sociales.

Mais toutes ces réformes n'empêchent pas la réalisation de cette autre grande réforme qui est l'expertise contradictoire. D'ailleurs MM. Raviart et Vullien, après l'avoir combattue, sont eux-mêmes amenés à reconnaître qu'elle présente des avantages.

« Il faut que tout expert désigné pour pratiquer un examen mental ait des connaissances psychiatriques approfondies. Il est évident que l'expertise contradictoire pourrait, en mettant en évidence certains errements, avoir à cet égard d'heureux effets ».

Ajoutons que d'éminents psychiatres se sont prononcés pour l'expertise contradictoire et notamment les Docteurs Toulouse et Piétri. Nous n'insisterons pas sur les raisons qui ont déterminé leur choix et qui se rapportent toutes plus ou moins aux idées que nous avons exposées lorsque nous nous sommes nettement déclarés partisans de cette réforme.

Ajoutons que, dans ce domaine de la psychiatrie, la réforme nous semble plus nécessaire encore du fait même des divergences fondamentales de doctrine qui existent entre les aliénistes eux-mêmes.

Rappelons-nous, d'autre part, l'extrême importance de l'avis des experts psychiatres : il conditionne tout le problème de la responsabilité.

Paragraphe 3 : SUPPRESSION DU DROIT DE RÉQUISITION.

Nous avons vu dans la partie de ce traité réservée à la critique de l'organisation actuelle de l'expertise les dangers que présentait le droit de réquisition. Même dans le système en usage, nous réclamons sa suppression.

Dans le système que nous proposons la question ne peut

plus être envisagée de la même façon vu que les médecins experts seront très limitativement déterminés. Une telle organisation doit exclure le droit de réquisition, mais nous demandons le maintien du principe de l'obligation pour l'expert de déférer à sa désignation. Cependant, il pourra refuser, auquel cas le fait sera évoqué devant le Conseil de l'Ordre des médecins légistes qui pourra, soit admettre comme valables les raisons invoquées, soit prendre telle sanction qu'il jugera désirable allant de la réprimande à la radiation de la liste des experts, en passant par l'avertissement et la suspension. Une telle solution est dans la ligne même du système corporatif dont nous nous sommes déclarés rigoureusement partisans et dans lequel chacun, en ce qui concerne l'exercice de sa profession, doit être jugé par ses pairs.

Paragraphe 4 : SUPPRESSION DU SERMENT PRÊTÉ
PAR LES EXPERTS EN QUALITÉ DE TÉMOINS.

Dans notre système, ou bien les deux experts (ou groupes d'experts) ou bien le rapporteur du conseil des super-arbitres viendront devant les juges ou les jurés expliquer leur rapport, apporter toutes précisions utiles.

Nous demandons que soit supprimée pour eux la formalité du serment. Il faut laisser à l'expertise, pendant l'instruction définitive, le caractère particulier qu'elle possède pendant l'instruction préparatoire.

L'expert, nous l'avons vu quand nous avons critiqué cette obligation du serment prêté à l'audience, n'est pas un témoin. Il ne vient pas dire ce qu'il a vu ni entendu, mais les constatations scientifiques qu'il a faites dans le cas qu'on lui a demandé d'examiner. Alors, pourquoi lui faire jurer

de dire toute la vérité, rien que la vérité, alors qu'il est sujet à toutes sortes d'erreurs involontaires.

L'expert prête serment au début de l'expertise, pourquoi ce serment ne suffirait-il pas ?

Le serment qui est une excellente garantie de l'impartialité des témoins ne doit pas dégénérer en une formalité inutile qui complique inutilement la procédure et peut être une cause de nullité.

Enfin, ce qui rejoint la question du serment et de la non-assimilation des experts aux témoins, il faut dispenser les experts d'aller attendre leur tour dans la salle des témoins. Nous avons vu les ennuis qui pouvaient en résulter pour eux. D'ailleurs, pourquoi ne pas les autoriser à assister, s'il leur plaît, aux débats ? En quoi l'interrogatoires de l'accusé, l'audition des témoins peuvent-ils modifier leurs constatations scientifiques. Admettons, cependant, qu'on ne les entende qu'à leur tour en l'absence des autres experts, ce qui, d'ailleurs, n'est qu'une concession à un usage vu le principe de l'accord qui doit exister entre les experts.

CONCLUSION

PARAGRAPHE UNIQUE.

Au cours de cette étude de l'expertise médico-légale au point de vue pénal, nous avons partout constaté combien était déficiente sur de nombreux points la législation actuelle en cette matière.

Nous avons vu qu'une réglementation nette et complète était nécessaire.

Plus encore, nous avons conclu à la nécessité d'une réorganisation plus profonde en demandant, au nom du seul principe de justice, que l'expertise médico-légale soit rendue contradictoire devant les juridictions criminelles.

Cette conclusion pourrait faire croire que nous souhaitons voir s'étendre encore le rôle de l'expert.

Penser cela serait oublier le principe fondamental posé par nous dès le début de cette étude et rappelé à de nombreuses reprises : à savoir que l'expert est et ne doit être qu'un technicien donneur d'avis. Rappelons la définition de M^e Tchernoff et que nous avons faite intégralement nôtre :

« L'expertise médico-légale est en droit pénal un simple avis fourni sur un cas de pathologie humaine générale spéciale, ou mentale, par un docteur en médecine ».

Une meilleure réglementation de l'expertise, un peu plus de justice dans son organisation, cela n'entraîne aucunement une diminution du rôle du juge d'instruction au profit de l'expert.

Ils ont chacun un rôle différent, l'un apportant à l'autre une compétence qui lui fait défaut ; qu'ils restent chacun dans ce rôle.

Non seulement nous ne voulons pas que l'expert prenne de plus en plus la place du juge d'instruction, mais, au contraire, nous souhaitons vivement que cesse cette abdication du juge en faveur de l'expert, que l'on constate aujourd'hui trop souvent.

Le juge d'instruction devrait être outillé pour pouvoir bien mener des instructions d'ordre technique. Il faut qu'il puisse au moins bien préparer les questions sur lesquelles portera l'examen technique de l'expert. Au moment même où il nomme un expert, le principal souci du juge doit être de rédiger le plus soigneusement possible la commission de cet expert en isolant bien, ce qui n'est pas toujours facile, les éléments de droit des éléments de fait, ces derniers étant les seuls sur lesquels doit porter l'expertise.

Pour cela, il faudrait que le juge puisse, dès le début, entrevoir les développements que comprendra l'instruction dont il est chargé ; qu'il puisse, suivant l'expression de M^e Tchernoff, « débrouiller immédiatement les fils qui doivent conduire à la vérité » ; qu'il puisse, enfin, procéder avant de commettre l'expert à un nombre suffisant d'interrogatoires. C'est à ces seules conditions que le juge pourra limiter nettement dans sa commission la mission de l'expert.

Pour en arriver à ce résultat, il faudrait, à notre avis, envisager trois réformes :

Tout d'abord, exiger des magistrats instructeurs un peu plus de connaissances techniques. Il ne s'agit pas, bien entendu, de leur demander d'être eux-mêmes des techniciens — ce qui, d'ailleurs, supprimerait l'utilité de l'expertise — mais d'avoir en ces matières suffisamment d'idées

générales. Pourquoi ne pas exiger maintenant des futurs magistrats instructeurs au moins le diplôme de l'Institut de Criminologie ?

Ensuite, il faudrait leur donner des collaborateurs. Dans les tribunaux importants, c'est surtout le manque de temps qui empêche le magistrat instructeur de mener à fond son instruction et le fait se décharger le plus vite possible sur l'expert. Pourquoi, dans les cas où c'est possible, ne pas l'entourer de quelques attachés qui feraient leur stage dans son cabinet comme ils le font déjà au Parquet. L'auteur de ces lignes, qui fut lui-même attaché pendant plusieurs mois à la première section du Parquet de la Seine, peut affirmer les grands services rendus par ses anciens collègues qui examinent la plupart des dossiers avant de les soumettre avec leur avis au Substitut de la section, ce dernier n'ayant plus qu'à juger en dernier ressort de la solution à prendre. Ces attachés aux cabinets d'instruction pourraient être de deux sortes : les uns de jeunes avocats se préparant au concours de la Magistrature (comme le sont les attachés de Parquet), les autres de jeunes médecins voulant se faire inscrire sur les listes d'experts et qui viendraient là faire un stage de quelques mois, ce qui ne leur serait pas inutile.

Enfin, il faudrait rajeunir les procédés d'instruction. Il est fantastique de penser qu'aujourd'hui tout doit encore être écrit à la main par le greffier. Les juges d'instruction sont peut-être les seuls personnages de France qui n'aient pas le droit d'avoir à leur disposition un sténographe et une machine à écrire. Étonnons-nous, à ce compte-là, que l'instruction n'aille pas vite. Pourquoi ne pas en être resté aussi à l'obligation du latin et aux parchemins, sinon aux tablettes de cire.

Ajoutons qu'il est un personnage qui, malheureusement,

n'existe pas dans tous les Parquets et dont le rôle en notre matière devrait être très grand : c'est le substitut du contrôle.

Au moment où le dossier lui est envoyé, les inculpés ou leurs avocats en étant avertis par l'ordonnance de « soit communiqué », le substitut contrôleur devrait (aujourd'hui il le peut déjà mais il ne le fait pas toujours) se livrer à une minutieuse vérification complémentaire portant surtout sur la conformité de l'inculpation en droit avec les constatations de fait.

En effet, dans les ressorts très encombrés, ceux justement où existent des substituts contrôleurs, les juges d'instruction submergés par le nombre des affaires, font nécessairement porter leur attention plus spécialement sur les questions de fait laissant ainsi trop souvent échapper le côté juridique et la physionomie juridique de l'affaire qu'ils examinent.

Redresser cette situation, ce devrait justement être là le rôle essentiel du contrôle.

D'ailleurs, pourquoi ne pas accorder à l'inculpé un droit de pétition devant le contrôle pour demander de réviser les conclusions de l'expertise. Bien entendu, il ne s'agirait là que d'un droit de pétition et non d'un appel ou opposition quelconque ; ce droit n'aurait aucune conséquence juridique formelle. Le substitut contrôleur pourrait alors, à la demande de l'inculpé ou même d'office, ordonner un complément d'information qui pourrait entraîner, si besoin, une expertise complémentaire,

Donner pleinement au substitut du contrôle ce rôle de vérificateur de la légalité nous semble pouvoir être un des points importants d'une excellente réforme.

Par tout ceci, nous avons définitivement fixé la position

de l'expertise vis-à-vis de l'instruction dans le système nouveau que nous concevons. Loin de vouloir, en réglementant nettement et dans un sens plus juste la procédure de l'expertise, diminuer le rôle du juge d'instruction, nous désirons, au contraire, que ce magistrat n'oublie jamais quelle est sa tâche et quelle est celle de l'expert, simple technicien donneur d'avis.

Comme point final à cette étude, rappelons le conseil donné spirituellement par le Professeur Hugueney, tant aux juges qu'aux experts, quand il dit aux uns de ne plus abdiquer leurs fonctions et aux autres de se rappeler la morale de la fable :

« Ne forçons pas notre talent

« Nous ne ferions rien avec grâce »

Vu :

Le Président de la thèse,
HUGUENEY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- BROUARDEL. — Les Expertises Médico-Légales : la conduite du Médecin Légiste à l'audience ; le rapport ; la visite (*Revue de Médecine Légale et de Jurisprudence médicale*, 1898, pp. 61 et 193).
- CHAUSSIER. — Antécédents parlementaires de la Loi Cruppi (*Anthropologie criminelle*, 1899, p. 569).
- DALLOZ. — Répertoire de Jurisprudence.
- DESMAZES. — Histoire de la Médecine Légale en France (1880).
- DONNEDIEU DE VABRES. — Rapport présenté à la Société de prophylaxie criminelle, décembre 1932 (*Annales de Médecine Légale*, 1934, tome 8, p. 628).
- DUCOR. — Rapport à la Société de Médecine pratique sur la Réforme des Expertises Médico-Légales (*Revue de Médecine Légale*, 1900, p. 5).
- DUVERGER. — Manuel des juges d'Instruction.
- DUVOIR. — Un Expert peut-il entendre des témoins ? (*Annales de Médecine Légale*, 1934, tome 1^{er}).
- ECRITURES (Les Saintes). — Ancien testament (Exode, c. xxi, v. 12 à 15 et 18 à 27 ; Genèse, c. xxv, v. 22-25 ; c. xxxv, v. 17 ; c. xxxviii, v. 24 ; Deutéronome, c. xvii, v. 8 à 10 ; c. xxii, v. 13 à 21 ; Lévitique, c. xiii ; c. xv, v. 2 à 8 ; c. xix, v. 20 ; c. xx, v. 14 ; c. xxi, v. 9 ; c. xxiv, v. 14).
- FAUSTIN-HÉLIE. — Instruction criminelle.
- HUGUENY. — Préface à un article de M. Tchernoff sur l'Expertise judiciaire en matière pénale (*Vie Judiciaire* 1^{re}30).
- LACASSAGNE. — Les Médecins-Experts et les erreurs judiciaires (*Anthropologie criminelle*, 1897, p. 5) ; *Revue scientifique*, 1897, p. 10).
- LAGNEAU. — L'Expertise à base scientifique (thèse, Paris, 1934).
- LÉGISLATION ITALIENNE. — Nouveau Code Pénal italien (art. 314, 323, 324, 325).

- MOTET. — Examen du Projet de Loi Cruppi : Rapport à la Société de Médecine Légale (*Revue de Médecine Légale*, 1900, p. 269).
- MULLER (Dr). — Le droit des Experts de s'entourer de tous renseignements utiles (*Annales de Médecine Légale*, 1934, tome 2, p. 152 et 3 p. 296).
- MUYART DE VOUGLANS. — *Institutes de Droit criminel*, 1757.
- ORTOLAN. — Débuts de la Médecine Légale en Europe (*Revue de la Législation*, 1872, p. 71).
- PIÉTRI (Dr). — Rapport au XVIII^e Congrès de Médecine Légale de langue française, Paris, mai 1933 (*Annales de Médecine Légale*, 1933, p. 529).
- RAVARY. — *Histoire des Expertises Médico-Légales* (thèse Médecine, Paris, 1901).
- RAVIART et VULLIEN. — L'expertise mentale et contradictoire en matière criminelle (*Annales de Médecine Légale*, 1934, tome 5, p. 333).
- TCHERNOFF et SCHONFELD. — Expertises judiciaires en matière pénale, Syrey, 1932 (Article consacré au même sujet dans la *Vie Judiciaire*, 1930).
- TOULOUSE (Dr). — L'expertise psychiatrique (*Annales de Médecine Légale*, 1934, fascicule 3, p. 224). — Réponse à différentes objections de MM. Claude, Hugueney, Dufour, Genil-Perrin, Crouson, Heuyer (*Annales de Médecine Légale*, janvier 1935).
- TOURDES et METZQUER. — *Médecine Légale*.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION ET PLAN.	7
CHAPITRE I. — Historique et définition	11
TITRE I. — Historique	11
§ 1 ^{er} . — L'Antiquité	11
§ 2. — Moyen-Age, Chrétienté et Chine.	14
§ 3. — Les temps modernes ou période scientifique.	18
TITRE II. — Définition.	24
CHAPITRE II. — Organisation actuelle de l'Expertise Médico-Légale.	27
Préambule	27
TITRE I. — Recrutement et caractère des Médecins-Experts	29
TITRE II. — Procédure de l'Expertise.	35
§ 1 ^{er} . — Nomination des Experts.	35
§ 2. — Serment des Experts	42
§ 3. — Mission des Experts.	44
TITRE III. — Défauts de l'Organisation actuelle de l'Expertise.	51
§ 1 ^{er} . — Capacité insuffisante des Experts.	51
§ 2. — Défauts du système de choix.	55
§ 3. — Défauts de la Procédure contraires aux intérêts de l'inculpé	57
§ 4. — Défauts de la Procédure contraires aux intérêts de la partie civile	60
§ 5. — Défauts de la Procédure contraires aux intérêts des parties indistinctement	61
§ 6. — Défauts plus spécialement contraires aux intérêts de l'Expert lui-même	66
APPENDICE. — Réflexions et critiques spéciales à l'Expertise Psychiatrique	69

	Pages.
CHAPITRE III. — Organisation rationnelle d'une bonne Expertise Médico-Légale	76
Préambule	76
TITRE I. — Choix des Experts	77
§ 1 ^{er} . — Règles du choix	77
§ 2. — Organisation interne	82
TITRE II. — Procédure de l'Expertise	86
§ 1 ^{er} . — Impartialité de l'Expert	86
§ 2. — Impartialité de l'Expertise	88
I. — Pluralité des Experts	88
II. — L'Expertise Contradictoire	90
III. — L'Expertise Contradictoire (<i>suite</i>). — Droit de Contrôle de la partie civile.	98
IV. — L'Expertise Contradictoire (<i>suite</i>). — Réglementation des Opérations et du Rapport.	99
V. — L'Expertise Contradictoire (<i>suite</i>). — Objections faites à ce système et ré- futation de ces objections	105
VI. — L'Expertise Contradictoire (<i>suite</i>). — Etudiée plus spécialement du point de vue Psychiatrique	108
§ 3. — Suppression du Droit de Réquisition	109
§ 4. — Suppression du serment prêté par les Experts en qualité de témoins	110
CONCLUSION	112

